JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

PARAISANT LE 10 ET LE 25 DE CHAQUE MOIS A CONAKRY

ABONNEMENTS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	
1 an	
1 - Guinée	25.000 FG
2 - Par Avion	
Afrique	50.000 FG
Autres Pays	70.000 FG

Les demandes d'Abonnements et Annonces doivent être adressées au **SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**
B.P. 263 - Conakry
(avec la mention Journal Officiel)

Les Annonces devront parvenir au S.G.G. au plus tard le 1 et le 15 de chaque mois.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance à l'ordre du **Secrétariat Général du Gouvernement** exclusivement par Chèque ou virement bancaire au compte N° 32-30-98/ J.O.

PRIX DU NUMERO

Prix du Numéro 1.000 FG
Prix du Numéro Double 2.000 FG

PRIX DES ANNONCES ET AVIS

La Ligne 3.000 FG
Chaque annonce répétée : moitié prix

PARTIE OFFICIELLE

ORDONNANCES

- Ordonnance O/91/019 du 16 février 1991 modifiant le premier alinéa de l'article 26 de l'ordonnance n° 019/PRG/SGG/90 du 21 avril 1990 relative à la formation, à l'organisation et au fonctionnement des communes en République de Guinée. 64
- Ordonnance O/91/020 du 16 février 1991 modifiant l'article 1er de l'ordonnance n° 020/PRG/SGG/90 du 21 avril 1990 portant régime électoral applicable aux communes de la ville de Conakry. 64
- Ordonnance O/91/021 du 18 février 1991 ratifiant et promulguant le Protocole additionnel à la Convention commerciale et tarifaire Guinéo - Marocaine. 64
- Ordonnance O/91/022 du 18 février 1991 ratifiant et promulguant les Accords de subvention AID n° 675 - 0222 et 675 - 0223. 64
- Ordonnance O/91/023 du 18 février 1991 ratifiant et promulguant l'Accord de prêt n° 7/GUI/AGR/9018 signé le 28 décembre 1990 entre la République de Guinée et le Fonds Africain de Développement, F.A.D. 64
- Ordonnance O/91/024 du 18 février 1991 relative aux organismes de promotion des investissements privés. 64

DECRETS

- Décret D/91/043 du 08 février 1991 portant attribution d'un terrain à usage de service. 65
- Décret D/91/046 réglementant la profession d'oiseleur 65
- Décret D/91/047 du 08 février 1991 nommant le Président du Conseil d'Administration du Port Autonome de Conakry, PAC. 65
- Décret D/91/050 du 08 février 1991 attribuant une bourse d'études post- universitaires en Grande Bretagne à 9 jeunes guinéens. 66
- Décret D/91/053 du 08 février 1991 portant attribution d'un terrain à usage d'habitation. 66
- Décret D/91/054 du 08 février 1991 portant attribution d'un terrain à usage d'habitation. 66
- Décret D/91/055 du 08 février 1991 portant attribution d'un terrain à usage d'habitation. 66
- Décret D/91/056 du 08 février 1991 portant attribution d'un terrain à usage d'habitation. 67
- Décret D/91/057 du 08 février 1991 portant attribution d'un terrain à usage d'habitation. 67
- Décret D/91/058 du 08 février 1991 portant attribution d'un terrain à usage d'habitation. 67
- Décret D/91/059 du 08 février 1991 portant attribution d'un terrain à usage d'habitation. 67

- Décret D/91/060 du 14 février 1991 accordant la grâce à un détenu. 67
- Décret D/91/063 du 16 février 1991 modifiant les articles 4 et 6 du décret n° 192/PRG/SGG/90 du 26 septembre 1990 fixant les attributions et l'organisation des services de la ville de Conakry. 67
- Décret D/91/064 du 16 février 1991 fixant les attributions et l'organisation des services des Communes de Conakry. 68
- Décret D/91/065 du 16 février 1991 portant réglementation technique des Centres de Visite Technique Automobile. 69
- Décret D/91/066 du 18 février 1991 délimitant les quartiers des Communes de Conakry. 72
- Décret D/91/067 du 18 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation. 73
- Décret D/91/074 du 21 février 1991 nommant les membres du Conseil transitoire de redressement national (C.T.R.N.) 73
- Décret D/91/075 du 21 février 1991 nommant les membres du Gouvernement. 74
- Décret D/91/076 du 25 février 1991 nommant le Secrétaire général du Gouvernement. 74
- Décret D/91/077 du 28 février 1991 nommant le Conseiller personnel de Monsieur le Président de la République. 74
- Décret D/91/079 du 02 mars 1991 portant nomination de hauts fonctionnaires au Ministère du Plan et de la Coopération Internationale. 74

ORDONNANCES

Ordonnance O/91/019 du 16 février 1991 modifiant le premier alinéa de l'article 26 de l'ordonnance n° 019/PRG/SGG/90 du 21 avril 1990 relative à la formation, à l'organisation et au fonctionnement des Communes en République de Guinée.

Le Président de la République ;

Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 en date du 31 décembre 1990 ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa session ordinaire du 05 février 1991 ;

Ordonne :

Article 1 : Le premier alinéa de l'article 26 de l'ordonnance n° 019/PRG/SGG/88 du 21 avril 1990 est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

* Les Conseillers représentant la population sont élus au suffrage

universel direct pour les Communes de Conakry et indirect pour les autres.

Lire :

Les Conseillers représentant la population au sein des Conseils communaux des Communes de Conakry et des Communes urbaines sur l'ensemble du territoire national sont élus au suffrage universel direct.

Le reste de l'article est sans changement.

Article 2 : Le régime électoral applicable aux Communes de la ville de Conakry défini par l'ordonnance sus-visée est également applicable aux Communes urbaines sur l'ensemble du territoire national.

Article 3 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 16 février 1991
Général Lansana CONTE.

Ordonnance O/91/020 du 18 février 1991 modifiant l'article 1er de l'ordonnance n° 020/PRG/SGG/90 du 21 avril 1990 portant régime électoral applicable aux communes de la ville de Conakry.

Le Président de la République,

Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 en date du 31 décembre 1990 ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa session ordinaire du 05 février 1991 ;

Ordonne :

Article 1 : L'article premier de l'ordonnance n° 020/PRG/SGG/90 du 21 avril 1990 portant régime électoral applicable aux Communes de Conakry est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Sont électeurs tous les citoyens âgés de 21 ans révolus ayant la nationalité guinéenne, jouissant de leurs droits civils et politiques et qui ne soient pas concernés par un cas d'incapacité prévu par la présente ordonnance.

Lire :

* Sont électeurs, tous les citoyens guinéens âgés de 18 ans révolus recensés, jouissant de leurs droits civils et politiques et qui ne soient pas frappés par un cas d'incapacité prévu par la présente ordonnance.

Article 2 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 16 février 1991
Général Lansana CONTE.

Ordonnance O/91/022 du 18 février 1991 ratifiant et promulguant les accords de subvention AID n° 675 - 0222 et 675 - 0223.

Le Président de la République,

Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 en date du 31 décembre 1990 ;

Ordonne :

Article 1 : Sont ratifiés et promulgués les Accords de subvention AID n° 675 - 0222 et 675 - 0223 entre la République de Guinée et les Etats Unis d'Amérique, pour l'aide à la réforme du secteur de l'éducation.

Article 2 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République de Guinée.

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE.

Ordonnance O/91/023 du 18 février 1991 ratifiant et promulguant l'accord de prêt n° 7/GUI/AGR/9018 signé le 28 décembre 1990 entre la République de Guinée et le Fonds Africain de développement, F.A.D.

Le Président de la République,

Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 en date du 31 décembre 1990 ;

Ordonne :

Article 1 : Sont ratifiés et promulgués les Accords de prêt n° 7/GUI/AGR/9018 d'un montant de Sept Millions Cinq Cent Quatre Vingt Dix Mille (7.590.000) Unités de compte FAD, signés entre la République de Guinée et le Fonds Africain de développement, FAD, pour le financement du Projet Agricole de Kolenté.

Article 2 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE.

Ordonnance O/91/024 du 18 février 1991 relative aux organismes de promotion des investissements privés

Le Président de la République,

Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 en date du 31 décembre 1990 ;

Vu l'ordonnance n° 030/PRG/SGG/88 du 15 juin 1988 portant principes fondamentaux de création, d'organisation et de contrôle des structures des Services publics ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa session extraordinaire du 26 décembre 1990 ;

Ordonne :

Article 1 : Il est créé un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommé " Centre de Création et de Développement des Entreprises", en abrégé "CCDE", sous la tutelle du Ministère chargé de l'industrie. Il a son siège à Conakry.

Article 2 : Le Centre de Création et de développement des Entreprises a pour mission d'exécuter et d'impulser la politique du Gouvernement en matière de création et de développement d'entreprises par des promoteurs de nationalité guinéenne.

Article 3 : Le Centre National de Promotion des Investissements Privés, en abrégé "CNPIP", créé par l'ordonnance n° 269/PRG/85 du 13 novembre 1985 est transformé en établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, sous la tutelle du Ministère chargé du plan. Il a son siège à Conakry.

Article 4 : Le Centre National de Promotion des Investissements Privés a pour mission d'exécuter et d'impulser la politique du Gouvernement en matière de promotion des investissements privés étrangers en Guinée.

Article 5 : Le Centre de Création et de Développement d'Entreprises et le Centre National de Promotion des Investissements Privés coordonnent leurs activités, en particulier pour la promotion de projets d'investissement associant des investisseurs de nationalité guinéenne et des investisseurs de nationalité étrangère.

Article 6 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe les attributions et l'organisation du Centre de Création et de

Développement d'entreprises et du Centre National de Promotion des Investissements Privés.

Article 7 : Les biens affectés à l'Office National de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises et au Bureau d'Aide à la Reconversion des Agents de la Fonction Publique sont transférés, à compter du 1er janvier 1991, au Centre de Création et de Développement des entreprises.

Les biens affectés au Centre National de Promotion des Investissements Privés créé sous forme d'organisme public avec personnalité civile et autonomie financière demeurent la propriété dudit Centre sous sa forme d'établissement public à caractère administratif.

Article 8 : Sont et demeurent abrogées les dispositions de l'ordonnance n° 260/PRG/85 du 13 novembre 1985, du décret n° 028/PRG/86 du 22 avril 1986 et du décret n° 269/PRG/86 du 03 décembre 1986.

Article 9 : La présente ordonnance, qui prend effet à compter du 1er janvier 1991, sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République de Guinée.

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/043 du 08 février 1991 portant attribution d'un terrain à usage de service.

Le Président de la République,
Sur proposition du Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat,

Décète :

Article 1 : Il est accordé aux Sieurs El Hadj Abdourahmane KABA, Imam de la Grande Mosquée de Conakry et représentant du Groupe islamique, l'autorisation d'occuper le terrain formant les parcelles n° 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, et 18 du lot 16 bis du plan cadastral de Kissôssô Sud, Conakry III, d'une contenance de 5.149 mètres carrés en vue de l'édification d'une Mosquée, d'une médersa et d'un hôpital.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et les intéressés s'engagent spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/ le nettoyage et la clôture des parcelles, six mois après la signature du présent décret ;

2°/ l'implantation des bâtiments dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à trois ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus, entrainera la déchéance d'office de leur droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/046/ du 08 février 1991 réglementant la profession d'oiseleur.

Le Président de la République,

Vu la loi Fondamentale promulguée par décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;

Vu le décret n° 126/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles adoptée le 15 septembre 1968 et entrée en vigueur le 7 mai 1969 ;

Vu la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction signée le 3 mai 1973 et ratifiée le 20 décembre 1981 ;

Vu l'ordonnance n° 007/PRG/SGG/90 du 15 février 1990, portant Code de protection de la faune sauvage et réglementation de la chasse ;

Vu l'ordonnance n° 025/PRG/SGG/90 du 03 mai 1990 portant suppression des agréments industriels et commerciaux ; Le Conseil des Ministres entendu en sa session ordinaire du 15 janvier 1991 ;

Décète :

Article 1 : En application de l'ordonnance n° 007/PRG/SGG/90 du 15 février 1990 portant Code de protection de la faune sauvage et réglementation de la chasse, notamment de son article 81, il est institué un agrément pour la profession d'oiseleur, en vue de rationaliser l'exploitation de la faune ornithologique dans le souci de ménager l'avenir.

Article 2 : Aux fins du présent décret, on entend par profession d'oiseleur l'activité exercée par une personne physique ou morale et consacrée à la capture et la détention d'oiseaux, dans un but commercial.

Article 3 : L'agrément est obligatoire pour toute personne physique ou morale désireuse d'exercer la profession d'oiseleur.

Article 4 : L'agrément d'oiseleur est délivré sur la base d'un dossier de demande dont la composition est fixée par arrêté de l'autorité ministérielle chargée de la faune.

Article 5 : L'exercice par le conjoint du demandeur d'une activité professionnelle au sein de l'administration des forêts et chasse exclut l'agrément de la profession d'oiseleur en sa faveur.

Article 6 : En cas d'inobservation de la réglementation en vigueur ou des engagements pris, l'agrément peut être retiré à son titulaire par arrêté de l'Autorité ministérielle chargée de la faune, sans préjudice des sanctions prévues par la loi.

Article 7 : Un arrêté de l'Autorité ministérielle chargée de la faune fixera la procédure de délivrance des agréments.

Article 8 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/047 du 08 février 1991 nommant le Président du Conseil d'administration du Port Autonome de Conakry, PAC.

Le Président de la République ;

Décète :

Article 1 : Monsieur Yora Naby BADRAS, Magistrat, Directeur national de la marine marchande est nommé Président du Conseil d'administration du Port Autonome de Conakry, PAC, en remplacement du Capitane Kalokho BANGOURA, appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Le présent décret, qui annule et remplace le décret n° 061/PRG/SGG/88 du 10 mars 1988, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/050 du 08 février 1991 attribuant une bourse d'études post-universitaires en Grande-Bretagne à 9 jeunes Guinéens.

Le Président de la République,

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études post-universitaires d'un an en Grande Bretagne est accordée aux cadres dont les noms suivent, dans les conditions et spécialités ci-après, au titre de l'année universitaire 1990/1991 :

1- Tidiane CISSE,	Langue anglaise
2- Abdourahmane BAH,	-.-
3- Mamadou Billo BAH,	-.-
4- Ibrahima B.T. BAH,	-.-
5- Samba LAM,	-.-
6- Mamdou d'El-Hadj BAH,	Linguistique
7- Mamadou CONTE,	-.-
8- Mamadouba SOUMAH,	-.-
9- Yaya DIALLO,	-.-

Article 2 : Les frais d'études, d'entretien et de transport sont à la charge du Gouvernement britannique.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/051 du 08 février 1991 attribuant une bourse d'études post-universitaires en URSS à un étudiant Guinéen.

Le Président de la République,

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études post-universitaires en Union des Républiques Socialistes Soviétiques de 4 ans est accordée à Monsieur Fadjimba MAGASSOUBA dans les spécialités agriculture, au titre de l'année universitaire 1990/1991 :

Article 2 : Les frais d'études, d'entretien sont à la charge du Gouvernement Soviétique, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le Gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/053 du 08 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République,
Sur Proposition du Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat,

Décrète :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Elhadj Moustapha KALLO, Commerçant import-export à Conakry, l'autorisation d'occuper une parcelle de terrain sise dans le domaine public maritime du plan cadastral de Kaporo de Conakry 2, d'une contenance de 3567, 50 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen, et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Le concessionnaire paiera à la caisse du Receveur des domaines à Conakry une redevance fixe d'un montant de 250.000 fg.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à 3 ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/054 du 08 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République,
Sur Proposition du Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat,

Décrète :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur DOUMBOUYA Cheick Mohamed, Capitaine de police en service à Faranah, l'autorisation d'occuper le terrain formant les parcelles n° 1 et 2 du lot 16 du plan cadastral de Faranah (Marché), d'une contenance de 2313 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Le concessionnaire paiera à la caisse du Receveur des domaines à Conakry une redevance fixe d'un montant de 50.000 fg.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à 3 ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/055 du 08 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République,
Sur Proposition du Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat,

Décrète :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur le Commandant Ousmane SOW, demeurant à Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant parcelles n° 18, 19 et 20 du lot 19 du plan cadastral de Sangoyah-Sud, Conakry 3, d'une contenance de 2400 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen, et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Le concessionnaire paiera à la caisse du Receveur des domaines à Conakry une redevance fixe d'un montant de 250.000 fg.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à 3 ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/056 du 08 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République,
Sur Proposition du Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat,

Décrète :

Article 1 : Il est accordé à Madame Rouguiatou BARRY, P.D.G de la Société Rougui BARRY and Brothers, B.P. 471, Quartier Lanséboundji, Conakry 3, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 3 du lot 13 du plan cadastral de Camayenne-sud, Conakry 2, d'une contenance de 1875 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen, et l'intéressée s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Le concessionnaire paiera à la caisse du Receveur des domaines à Conakry une redevance fixe d'un montant de 250.000 fg.

Article 4 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 5 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/057 du 08 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République,
Sur Proposition du Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat,

Décrète :

Article 1 : Il est accordé à la Direction Nationale du patrimoine bâti public, à la Présidence de la République, l'autorisation d'occuper le terrain bâti faisant l'objet du titre foncier n° 67 du plan cadastral de Conakry 1, d'une contenance de 3422 mètres carrés.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/058 du 08 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République,
Sur Proposition du Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat,

Décrète :

Article 1 : Il est accordé à la Direction Nationale du patrimoine bâti public, à la Présidence de la République, l'autorisation d'occuper une parcelle de terrain d'une superficie de 1 ha 10 à 25 ca, sise dans le domaine de la raffinerie, du plan cadastral de Nongo 2, Conakry 2.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/059 du 08 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République,
Sur Proposition du Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat,

Décrète :

Article 1 : Il est accordé à la Direction Nationale du patrimoine bâti public, à la Présidence de la République, l'autorisation d'occuper le terrain bâti faisant l'objet du titre foncier n° 63 et une partie du titre foncier n° 87 du plan cadastral de Madina, Conakry 3, d'une contenance de 1ha 45 à 06ca.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/060 du 14 février 1991 accordant la grâce à un détenu

Le Président de la République,

Décrète :

Article 1 : Le bénéfice de la grâce est accordé à l'adjudant chef Mohamed SYLLA, écou n° 4044/CA/89, détenu, à la Maison centrale de Conakry.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/063 du 16 février 1991 modifiant les articles 4 et 6 du décret n° 192/PRG/SGG/90 du 26 septembre 1990 fixant les attributions et l'organisation des services de la ville de Conakry.

Le Président de la République,

- Vu la loi fondamentale promulguée par décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;
Vu le décret n° 020/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant structure du Gouvernement, modifié par le décret n° 125/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 ;
Vu le décret n° 126/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa session ordinaire du 05 février 1991 ;

Décrète :

Article 1 : L'article 4 du décret n° 192/PRG/SGG/90 du 26 septembre 1990 est modifié comme suit :

Au lieu de : " Le Cabinet de la ville comprend :

- un Directeur de Cabinet
- un Chef de Cabinet
- un Conseiller
- un Attaché de Cabinet
- un Secrétariat particulier.

Lire : " Le Cabinet du Gouverneur de la ville de Conakry comprend :

- un Secrétariat général ;
- un Chef de Cabinet ;
- un Conseiller ;

- un Attaché de Cabinet,
- un Secrétariat particulier.

CHAPITRE II : ORGANISATION

Article 2 : L'article 6 du décret précité est modifié comme suit :

Au lieu de : " Le Cabinet est dirigé par un Directeur de Cabinet. Il a pour mission de seconder le Gouverneur dans la mise en oeuvre de la politique du Gouvernement dans l'exécution des délibérations du Conseil de la Ville.

Le Directeur de Cabinet est particulièrement chargé

- de programmer, coordonner et contrôler les activités de tous les services de la ville ;
- d'assister le Gouverneur dans les fonctions d'autorité de tutelle rapprochée dans des communes de la ville ;
- de viser avant de soumettre à la signature du Gouverneur tous les actes en provenance des services de la ville et des communes ;
- de suivre conformément aux instructions du Gouverneur, l'exécution des décisions prises dans les domaines des attributions de la ville ;
- de présider les réunions de coordination des services de la ville ;
- de remplacer le Gouverneur en cas d'absence ou d'empêchement dans le domaine des attributions que celui-ci exerce en tant qu'autorité administrative. "

Lire : " L'ensemble des services de la ville de Conakry est dirigé par un Secrétaire général de la ville de Conakry.

Le Secrétaire général de la ville de Conakry a pour mission de seconder le Gouverneur dans la mise en oeuvre de la politique du Gouvernement et dans l'exécution des délibérations du Conseil de ville.

Placé sous l'autorité du Gouverneur, le Secrétaire général de la ville de Conakry est particulièrement chargé

Le reste de l'article est sans changement.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 16 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/064 du 16 février 1991 fixant les attributions et l'organisation des services des Communes de Conakry.

Le Président de la République,

- Vu la loi fondamentale promulguée par décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;
Vu le décret n° 020/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant structure du Gouvernement, modifié par le décret n° 125/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 ;
Vu le décret n° 126/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa session ordinaire du 05 février 1991 ;

Décrète :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Les Communes de Conakry, en tant que circonscriptions administratives de l'Etat et Collectivités décentralisées, ont pour mission :

- de planifier et d'impulser le développement économique, social et culturel de la Commune ;
- de veiller à l'application correcte des lois et règlements ;
- de diffuser et d'exécuter les directives du Gouvernement et de suivre leur mise en oeuvre ;
- de gérer les ressources humaines, financières et matérielles de la Commune ;
- de veiller au maintien de l'ordre public et de la sécurité dans la Commune ;
- d'appliquer la politique du Gouvernement en matière de population ;
- d'assister les coopératives et les O.N.G. dans la gestion de leur projets.

Article 2 : Les missions d'intérêts général de la Commune sont assurées par des Services déconcentrés de l'Etat, même si ces services exercent subsidiairement certaines attributions d'intérêt local.

Les missions d'intérêt local de la Commune sont assurées par des Services propres de la Commune, même si ces Services exercent subsidiairement certaines attributions d'intérêt général.

Article 3 : Pour accomplir ses missions, la Commune dispose :

- de Services décentralisés, ou Services propres ;
- de Services déconcentrés ;
- de Services rattachés.

Elle peut aussi disposer de Services personnels et de Projets publics.

Article 4 : Les Services décentralisés sont :

- le Secrétariat général ;
- le Service administratif ;
- le Service financier ;
- les Services techniques ;
- le Service socio-culturel.

Article 5 : Les Services déconcentrés sont :

- le Service du Receveur ;
- le Service des impôts ;
- le Service de l'éducation ;
- le Service urbanisme - habitat, travaux publics ;
- le Service de santé.

Article 6 : Les Services rattachés sont :

- les cimetières
- les gares routières et les marchés d'intérêt communal.

Article 7 : Le Secrétariat général de la Commune est dirigé par un Secrétaire général.

Placé sous l'autorité et la responsabilité du Maire, le Secrétaire général de la Commune est chargé :

- de programmer, de coordonner et contrôler les activités de tous les Services déconcentrés et décentralisés ;
- de viser et de soumettre à la signature du Maire, tous les actes en provenance de la Commune ;
- de suivre conformément aux instructions du Maire, l'exécution des décisions prises dans les domaines des attributions de la Commune.

Il met en oeuvre au niveau de la Commune, la politique du Gouvernement et du Conseil communal en matière de développement économique, social et culturel.

Article 8 : Le Secrétariat général comprend :

- un Secrétariat central ;
- un Service information, documentation, archives.

Article 9 : Le Service administratif comprend :

- un bureau de gestion du personnel ;
- un bureau de l'Etat-civil ;
- un bureau du recensement et des élections.

Article 10 : Le Service financier comprend :

- un bureau de l'élaboration et de suivi du budget ;
- un bureau de comptabilité administrative ;
- un bureau de la fiscalité locale.

Article 11 : Les Services techniques comprennent :

- le bureau du matériel, équipement et entretien ;
- le bureau des espaces verts, loisirs et environnement
- le bureau de la protection civile ;
- le bureau de l'hygiène et salubrité ;
- le bureau du domaine communal ;
- le bureau des V.R.D.

Article 12 : Le Service socio-culturel comprend :

- un bureau de développement associatif et jumelage
- un bureau de la jeunesse et des sports ;
- un bureau de la culture et des arts ;

CHAPITRE III - DISPOSITIONS FINALES:

Article 13 : Les Services déconcentrés ont un niveau hiérarchique équivalent à celui d'une section de l'administration centrale.

Article 14 : Les Chefs des Services déconcentrés sont nommés par arrêté des Chefs des Départements concernés.

Article 15 : Le Service administratif, le Service financier, les Services techniques et le Service socio-culturel ont un niveau hiérarchique équivalent à celui d'une section de l'administration centrale.

Article 16 : Les Chefs des Services visés à l'article 15 sont nommés par décision du Maire, après avis conforme du Gouverneur de la Ville de Conakry.

Article 17 : L'organisation et le fonctionnement de la Commune sont fixés par des textes spécifiques.

Article 18 : Les attributions et l'organisation des Services déconcentrés sont fixées par arrêté des Départements concernés.
Les attributions et l'organisation des Services décentralisés sont fixées par arrêté du Gouverneur de la Ville de Conakry.

Article 19 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 16 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/065 du 16 février 1991 portant réglementation technique des Centres de Visite Technique Automobile.

Le Président de la République,

- Vu la loi fondamentale promulguée par décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;
Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
Vu l'ordonnance n° 063/PRG/SGG/87 du 29 juillet 1987 portant sur l'exercice des activités commerciales par les personnes physiques ou morales en République de Guinée ;
Vu le décret n° 193/PRG/SGG/88 du 21 septembre 1988 portant attributions et organisation du Ministère des transports et des travaux publics ;
Vu le décret n° 125/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 portant ajustement de la structure du Gouvernement de la République ;
Vu le décret n° 126/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa session ordinaire du mardi 6 novembre 1990 ;

Décète :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Aux termes du présent décret, un Centre de Visite Technique Automobile est un établissement exploité par une personne physique ou morale, équipé en matériel de contrôle technique adéquat et doté d'un personnel de qualification requise, ayant comme activité commerciale principale la vérification de l'état technique des véhicules routiers pour le compte des tiers.

Article 2 : Un Centre de Visite Technique Automobile peut disposer d'unités mobiles.

Une unité mobile est constituée d'un véhicule équipé en matériel de contrôle adéquat, tel que prévu à l'article 24 ci-après, et d'un personnel disposant des qualifications requises, telles que prévues aux articles 16 à 19 ci-après.

Article 3 : Les visites techniques des véhicules routiers rendues obligatoires par la réglementation de la circulation routière doivent être effectuées dans des Centres de Visite Technique Automobile conventionnés par le Ministère chargé des transports.
Un Centre de Visite Technique Automobile est qualifié de conventionné lorsqu'il est lié avec le Ministère chargé des transports

par une convention dont l'objet porte sur la réalisation par le dit centre de contrôles techniques de véhicules routiers pour le compte de l'administration des transports routiers chargée du suivi technique du parc automobile du pays.

TITRE II CONDITIONS D'EXPLOITATION D'UN CENTRE DE VISITE TECHNIQUE AUTOMOBILE

CHAPITRE I : L'AGREMENT TECHNIQUE ET L'INSCRIPTION

Article 4 : L'exploitation d'un Centre de Visite Technique Automobile est subordonnée à l'obtention d'un agrément technique, délivré par arrêté du Ministre chargé des transports.

L'agrément technique est nominatif et n'est valable qu'exploité par son titulaire ; il ne peut faire l'objet d'aucun acte translatif de propriété, vente ou autre transmission de droit de propriété qu'elle qu'en soit la nature. Il ne peut faire l'objet d'une location.

Un même exploitant peut disposer de plusieurs Centres de Visite Technique Automobile ; dans ce cas, il doit posséder un agrément technique pour chaque centre.

Article 5 : L'agrément technique n'est délivré aux personnes physiques qu'aux conditions suivantes :

- présenter des garanties de moralité et ne pas être frappés d'une des incapacités ou des interdictions prévues par la législation en vigueur en matière d'exercice de l'activité commerciale ;
- justifier des aptitudes professionnelles requises ;
- présenter un projet d'établissement remplissant les conditions requises en matière d'espaces de parking, de locaux, d'installations et d'équipements matériels ;
- présenter des garanties de financement du projet ci-dessus
- justifier de l'acceptation d'un établissement d'assurance de la place à assurer son activité contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle ;
- s'il s'agit d'un ressortissant étranger, être en règle avec la législation et règlement en vigueur sur l'immigration ;

Article 6 : L'agrément technique n'est délivré aux personnes morales que si ces personnes satisfont aux conditions prévues aux alinéas c, d, et e de l'article 5 ci-dessus et si leurs représentants légaux ou statutaires satisfont aux conditions prévues aux alinéas a, b, et f de l'article 5 ci-dessus.

En outre la personne morale doit relever du droit guinéen

Article 7 : L'agrément technique est obligatoirement accordé à toute personne physique ou morale remplissant les conditions pour son obtention telles que définies aux articles ci-dessus.

Les délais de traitement des dossiers de demande d'agrément par les services de l'administration des transports routiers seront fixés par arrêté du Ministre chargé des transports.

Article 8 : L'agrément technique accordé est annulé si le titulaire n'a pas démarré ses activités dans un délai d'un an après la date de signature de l'arrêté du Ministre accordant cet agrément.

L'agrément technique accordé est également annulé si le titulaire n'a pu remplir dans les mêmes délais l'ensemble des conditions exigées par le présent décret pour l'exploitation d'un centre de visite technique.

Néanmoins, dans les deux cas ci-dessus, l'annulation est précédée d'un avertissement dûment notifié à son exploitant et ne peut intervenir que si l'intéressé ne s'est pas mis en règle dans un délai de deux mois à partir de l'accusé de réception de la notification de l'avertissement.

L'annulation de l'agrément technique est prise par arrêté du Ministre ; elle est notifiée à l'intéressé à la date de publication de l'arrêté du Ministre au Journal Officiel et prend effet immédiatement après l'accusé de réception de la notification correspondante.

Le titulaire ne peut reformuler une nouvelle demande d'agrément que passé six mois après la date d'annulation de son agrément.

Article 9 : Toute personne physique ou morale qui, à quelque titre que ce soit, acquiert la propriété d'un Centre de Visite Technique Automobile en exploitation ou est chargée d'en assurer la gérance sous sa responsabilité ne peut en poursuivre l'exploitation que si elle bénéficie, pendant le délai nécessaire à l'obtention d'un agrément, d'une autorisation provisoire d'exploitation du centre.

Cette autorisation provisoire est accordée par le Ministre chargé des transports.

Elle est obligatoirement accordée si, exception faite des conditions portant sur les aptitudes professionnelles de l'exploitant, toutes les autres conditions requises pour l'exploitation d'un centre, telles que prévues au Titre II, sont remplies.

Le délai de traitement de la demande du requérant par l'administration des transports routiers sera fixé par arrêté du Ministre chargé des transports.

Article 10 : Dans un délai de trois mois à compter du transfert de propriété du centre ou de la nomination en qualité de gérant, la personne physique ou morale bénéficiaire de l'autorisation provisoire visée à l'article ci-dessus doit présenter une demande d'agrément technique auprès du Ministre chargé des transports.

L'autorisation provisoire de l'agrément prend fin un mois après la date de la notification de la décision d'agrément ou de refus d'agrément du Ministre.

Article 11 : Au moment de l'attribution de l'agrément technique, le bénéficiaire est immatriculé dans un registre tenu par l'administration chargée des transports routiers.

Chaque Centre de Visite Technique Automobile doit avoir un nom qui le distingue des autres centres.

Article 12 : L'arrêté ministériel accordant l'agrément mentionne le nom du centre, le numéro d'immatriculation du centre au registre d'immatriculation, ainsi que le nom du titulaire et le siège de l'entreprise, s'il s'agit d'une personne physique, ou la dénomination et la raison sociale, la forme juridique et le siège social, s'il s'agit d'une personne morale.

Article 13 : L'exploitation d'une unité mobile est subordonnée à l'autorisation préalable du Ministre chargé des transports.

L'autorisation ministérielle d'exploitation d'une unité mobile est subordonnée, et seulement à cela, à la présentation d'un projet remplissant les conditions d'aménagement et d'équipements prévues au deuxième alinéa de l'article 2 ci-avant.

Cette autorisation est obligatoirement accordée lorsque les conditions visées à l'alinéa ci-dessus sont remplies ; les dispositions de l'article ci-dessus relatives aux délais de traitement de dossier sont applicables pour la demande de cette autorisation.

CHAPITRE 2 : L'APTITUDE PROFESSIONNELLE ET LE PERSONNEL

Article 14 : La condition d'aptitude professionnelle prévue par l'article 5 alinéa b est remplie lorsque le demandeur, ou s'il s'agit d'une personne morale, l'un des représentants légaux ou statutaires, remplit l'une des deux conditions suivantes :

1) être titulaire d'un Diplôme d'Ingénieur sanctionnant des études en mécanique.

2) être titulaire d'un Diplôme d'Aide-ingénieur sanctionnant des études en mécanique, et justifier d'une activité professionnelle dans le secteur de la mécanique automobile d'au moins cinq années.

Article 15 : S'il ne possède pas les qualifications prévues par l'article 14, l'exploitation d'un Centre de Visite Technique doit faire diriger son établissement par un Directeur, ce dernier devant obligatoirement être titulaire de ces qualifications. L'établissement peut être dirigé par un des contrôleurs techniques employés par l'établissement.

Article 16 : L'exploitation d'un Centre de Visite Technique Automobile ne doit employer, pour effectuer les opérations de contrôle technique sur les véhicules, que du personnel techniquement qualifié tel que défini aux articles ci-après.

Le Centre de Visite Technique Automobile doit au minimum employer :

- un Chef de ligne de contrôle ;
- un opérateur ;
- un assistant - opérateur.

Article 17 : Le Chef de ligne de contrôle, ou Chef d'équipe, responsable de l'exécution des opérations principales, de la rédaction et du commentaire du rapport de contrôle doit disposer d'un Diplôme d'Ingénieur dans une discipline de l'automobile ou d'un Diplôme reconnu équivalent.

Article 18 : L'opérateur qui assiste le Chef de ligne, et qui peut éventuellement le remplacer pour certains contrôles, doit disposer d'au moins un Diplôme d'Aide-ingénieur dans une discipline de l'automobile ou d'un Diplôme reconnu équivalent.

Article 19 : L'assistant opérateur, qui seconde l'opérateur ou le Chef de ligne pour certains contrôles, doit disposer

- d'au moins un Certificat d'Aptitude Professionnel, C.A.P, dans une discipline de l'automobile ou d'un diplôme reconnu équivalent ;
- d'au moins deux années d'expériences dans la réparation automobile.

CHAPITRE 3 : LES EQUIPEMENTS MINIMAUX

Article 20 : Un Centre de Visite Technique Automobile doit disposer au moins :

- d'espaces de parking des véhicules ;
- d'un local industriel équipé de matériel adéquat ;
- d'un local attenant servant de bureaux et de réception.

Article 21 : Les espaces de parking requis à l'article 20 ci-dessus consistent en une aire de stationnement ou/ et un parking couvert ou/et un garage de dimensions suffisantes pour y garer les véhicules en attente et éviter tout stationnement de ces véhicules sur la voie publique.

L'exploitant du centre doit en outre justifier de la propriété de cet équipement immobilier ou de la possession d'un contrat de location s'y afférent.

Article 22 : Une unité mobile d'un Centre de Visite Technique Automobile ne peut opérer sur la voie publique ouverte à la circulation routière ou sur un parking public qu'avec une autorisation de l'administration chargée des transports routiers qui n'est délivrée qu'à la condition que les opérations ne causent aucune gêne à la circulation routière, ni de nuisances à la qualité de l'environnement.

Article 23 : Le local industriel requis à l'article 20 consiste en un local aménagé et équipé exclusivement en vue des contrôles techniques des véhicules conformément aux dispositions de l'article 14 du présent décret ; il doit disposer d'une entrée indépendante. L'exploitant du centre doit justifier de la propriété de ce local ou de la possession d'un contrat de location de ce local.

Article 24 : Le local industriel doit être équipé d'un outillage et d'un matériel de contrôle mécanique, électrique et électronique requis par un contrôle technique de l'état et de la symétrie du freinage, de l'état et du réglage des feux d'éclairage, de la pression et de l'usure des pneumatiques, de l'état et de la symétrie de la suspension, de l'état mécanique et dynamométrique du châssis, de la pollution atmosphérique des gaz d'échappement.

Un arrêté du Ministre chargé des transports précisera les dimensions requises pour les espaces de parking et pour le local industriel ainsi que la composition de cet outillage et de ce matériel.

Article 25 : Le local attenant prévu à l'article 20 doit comporter au moins :

- une entrée indépendante avec porte vitrée, équipée d'une enseigne extérieure lumineuse portant la mention " CENTRE DE VISITE TECHNIQUE AUTOMOBILE", suivi du nom distinctif du Centre rendu obligatoire par l'article 11 du présent décret.
- une baie vitrée pour toute pièce du local donnant sur la voie publique de dimensions minimales de 2,5 mètres en longueur et de 1,5 mètres en hauteur,
- un bureau servant à la réception ;

Le local doit, en outre, être équipé d'un matériel informatique pour le suivi informatisé des véhicules contrôlés par le centre ; ce matériel doit être du type agréé par le Ministère chargé des transports, cet agrément devant être uniquement conditionné, par une comptabilité technique de matériel facilitant à l'administration des transports routiers l'exploitation des informations saisies.

CHAPITRE 4 : L'ASSURANCE

Article 26 : Les défaillances de l'exploitant du centre résultant de son fait personnel ou du fait de ceux qu'il s'est substitué doivent être couvertes par l'assurance de responsabilité civile professionnelle prévue à l'article 5.

Article 27 : L'assurance garantissant la responsabilité civile professionnelle doit être contractée auprès d'une Société d'assurance ou d'un assureur agréé établis en République de Guinée. Les contrats doivent répondre aux conditions définies aux articles 28, 29 et 30.

Article 28 : L'assurance visée à l'article 5 garantit le centre contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il pourrait encourir en raison de dommages corporels, matériels et immatériels causés à des clients, à des prestataires de services ou à des tiers par suite de faute, erreurs de fait ou de droit, omissions ou négligences commises à l'occasion des opérations définies à l'article 1er du présent décret, tant de son propre fait que du fait de ses préposés, salariés et non salariés.

Article 29 : Peuvent être exclus de la garantie de l'assurance mentionnée à l'article précédent :

- a) les dommages causés à l'assuré lui-même, à ses conjoints, ascendants ;
- b) les dommages causés aux représentants légaux du centre si celui-ci est une personne morale et à ses collaborateurs et proposés dans l'exercice de leurs fonctions ;
- c) les dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré ;
- d) les dommages causés sur les voies ouvertes à la circulation publique et leurs annexes, avec du matériel de transports dont le centre a la propriété, la garde ou l'usage.

Article 30 : L'assurance de responsabilité civile professionnelle doit s'appliquer à toutes réclamations portées à la connaissance de l'assureur durant la période d'effet du contrat d'assurance et se rapportant à des prestations fournies par le centre pendant la période de validité de son agrément.

Toutefois lorsque ces prestations se prolongent au-delà de la date d'expiration normale du contrat ou au-delà de la date de suspension de garantie ou de résiliation dans les cas visés par la législation et réglementation en vigueur sur les assurances, notamment en cas de non-paiement de la prime, la garantie est étendue aux réclamations soient formulées dans un délai de six mois à compter de la date d'expiration, de suspension ou de résiliation du contrat.

En cas de résiliation ou de suspension du contrat d'assurance, l'assureur est tenu d'en informer le Ministre chargé des transports quinze jours au moins avant la date à laquelle la garantie cessera d'avoir effet.

TITRE III : OBLIGATIONS , RESPONSABILITES

CHAPITRE I : OBLIGATIONS

Article 31 : Le titulaire d'un agrément doit mentionner cette qualité, par l'indication de son numéro d'ordre sur le registre visé à l'article 12, dans sa correspondance, son enseigne et sa publicité, tant pour son établissement principal que pour ses succursales. Il doit mentionner également la raison sociale et la forme juridique de l'entreprise, ainsi que le nom distinctif du centre.

Article 32 : Les différents types de contrôles techniques, contrôles sans démontage et contrôles avec démontage, que peut effectuer le Centre de Visite Technique Automobile et leur tarification doivent être affichés bien en vue des clients dans le bureau de réception visé à l'article 25 ci-dessus.

Article 33 : Pour toute visite technique de véhicule, le centre doit délivrer un document contractuel à son client signé par les deux parties, et précisant les obligations réciproques des cocontractants.

Article 34 : Le document contractuel visé à l'article 33 ci-dessus doit indiquer :

- les caractéristiques précises du contrôle, énumérant les opérations effectuées pour ce contrôle et qui seront facturées au client ;
- le prix de l'ensemble des prestations offertes, les modalités de paiement ;
- les conditions d'annulation de nature contractuelle ou réglementaire et notamment celles relatives à la publicité des prix ;
- la responsabilité légale encourue par l'exploitant du centre ;
- le nom et l'adresse de l'assureur du centre.

Article 35 : A l'issue des opérations de contrôle, le Centre de Visite Technique Automobile remet un rapport de contrôle à l'usager ayant

présenté le véhicule au contrôle.

Ce rapport doit être signé par l'usager ; il atteste alors que l'usager a pris connaissance des résultats du contrôle.

Article 36 : Les titulaires d'un agrément technique tiennent leurs livres et documents à la disposition des personnes qui sont habilitées par le Ministre chargé des transports à les consulter.

Article 37 : Les tarifs des prestations des Centres de Visite Technique Automobile sont établis par la profession et approuvés par le Ministre chargé des transports.

CHAPITRE 2 : RESPONSABILITES

Article 38 : L'exploitant du centre est responsable de la bonne exécution du contrôle technique. En cas d'accident ou d'incident technique du à une rupture ou à une défaillance d'un organe contrôlé par les centres, la responsabilité de l'exploitant du centre n'est engagée que si preuve est faite par expertise technique que les opérations techniques effectuées lors du contrôle de l'organe et facturées au client sont de nature à pouvoir prévoir la rupture ou la défaillance ci-dessus.

En tout état de cause la responsabilité de l'exploitant du centre est dérogée si la rupture ou la défaillance de l'organe a lieu après le troisième mois suivant la date de la visite technique portée sur le rapport de visite visé à l'article 35 ci-dessus.

Cette responsabilité est dérogée par ailleurs dans le cas où entre temps une intervention mécanique a eu lieu sur l'organe par un tiers ou par le propriétaire.

La responsabilité de l'exploitant du centre est également dérogée lorsque l'anomalie technique qui est à l'origine de la rupture ou de la défaillance de l'organe a bien été constatée et portée sur le rapport de contrôle visé à l'article 35.

Article 39 : Toute action contre l'exploitant d'un Centre de Visite Technique est prescrite au bout d'un an.

L'action en responsabilité est portée devant le tribunal du lieu d'exécution de l'activité du centre ou de la succursale concernée.

TITRE IV : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES, RECOURS.

Article 40 : Outre la fermeture immédiate de son établissement, sera puni d'une amende de 200.000 fg à 2 millions de fg et en cas de récidive, d'une amende de 2 millions de fg à 4 millions de fg et interdit de toute attribution d'agrément technique de Centre de Visite Technique Automobile pendant cinq ans, toute personne physique ou morale qui, directement ou par personne interposée, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, exploite un Centre de Visite Technique Automobile ou une unité mobile sans être titulaire de l'agrément technique, ou de l'autorisation provisoire visée à l'article 9 ci-avant, ou malgré une mesure d'annulation, de suspension ou de retrait de cet agrément technique.

Article 41 : L'agrément technique est retiré dès que cesse d'être respectée l'une des conditions d'exploitation prévues au Titre II concernant :

- l'aptitude professionnelle de l'exploitant du centre ou du directeur du centre ;
- la composition du personnel de contrôle technique et ses qualifications ;
- la possession ou la jouissance d'espaces de parking des véhicules, de capacité suffisante ;
- la possession ou la jouissance d'un local industriel, l'aménagement et l'équipement dudit local.
- l'obligation d'assurance.

Ce retrait est néanmoins précédé d'un avertissement dûment notifié à son exploitant et non suivi d'exécution dans un délai de deux mois.

La décision ne peut être prise à l'échéance des deux mois ci-dessus sans que l'intéressé ait été invité à se faire entendre devant l'administration des transports compétente. Il peut se faire assister ou représenter par une personne de son choix. Toutefois, en cas d'urgence, le Ministre peut décider immédiatement la suspension de l'agrément technique.

Article 42 : Le retrait de l'agrément technique visé aux articles 41 ci-avant entraîne une interdiction d'exercice pendant au moins une année. Passé ce délai son titulaire peut formuler une nouvelle demande d'agrément. Il ne peut reprendre son exploitation sans un

nouvel agrément.

Article 43 : Outre l'application d'une peine d'amende de 200.000 fg à 50.000 fg et, en cas de récidive, de 500.000 fg à 1.000.000 fg, l'agrément technique peut être suspendu pendant une durée de trois à six mois lorsque son titulaire exploite une unité mobile sans être titulaire pour cette unité de l'autorisation prévue à l'article 13 ou malgré une mesure de suspension de cette autorisation.

Article 44 : Outre l'application d'une peine d'amende de 100.000 fg à 300.000 fg, l'agrément technique peut être suspendu pendant une durée maximale de trois mois lorsque son titulaire a commis l'une des infractions suivantes :

- infraction aux dispositions du Titre II concernant le local attenant, son aménagement et ses équipements et les dispositions du Titre III, concernant les obligations et la réglementation des tarifs,
- inexécution injustifiée des engagements pris envers les clients.

Article 45 : Sans préjudice de l'application des autres peines infligées dans le cadre de la législation et la réglementation en vigueur dans les domaines correspondants, l'agrément technique peut être suspendu de trois à six mois pour infraction à la réglementation en matière de douane, de fiscalité, de contrôle des changes.

Article 46 : L'autorisation provisoire visée à l'article 9 peut être suspendue ou retirée dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles ci-dessus.

Article 47 : L'autorisation d'exploiter une unité mobile accordée à un centre de visite technique est suspendue pendant une durée maximale de trois mois dès que cesse d'être respectée une des conditions requises pour son obtention.

Cette suspension est néanmoins précédée d'un avertissement dûment notifié à son exploitant et non suivi d'exécution dans un délai de quinze jours après accusé de réception de la notification.

Article 48 : La suspension ou le retrait de l'agrément technique ou de l'autorisation provisoire est pris par un arrêté du Ministre chargé des transports. Il est notifié à l'intéressé et ne prend effet qu'un mois après cette notification.

Article 49 : A l'échéance d'une période de suspension d'activité, l'exploitation du centre ou de l'unité mobile ne peut être reprise que si les conditions d'exploitations réglementaires requises sont à nouveau remplies.

Article 50 : Les dépassements des délais réglementaires de traitement de dossier, les décisions de l'administration, les sanctions administratives et pénales prévues par les dispositions du présent décret peuvent faire l'objet d'un recours auprès des juridictions compétentes.

TITRE V : DISPOSITIONS FINALES

Article 51 : Les dispositions du présent décret sont complémentaires des dispositions générales fixées par la législation commerciale.

Article 52 : Le Ministre des transports et des travaux publics, le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Article 53 : Le présent décret, qui abroge et remplace toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 16 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/066 du 18 février 1991 délimitant les quartiers des Communes de Conakry.

Le Président de la République,

Vu la Loi Fondamentale promulguée par décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;

Vu l'ordonnance n° 079/PRG/SGG/ du 25 mars 1986 portant réorganisation territoriale de la République de Guinée et

- institution des Collectivités décentralisées ;
Vu l'ordonnance n° 002/PRG/SGG/89 du 5 janvier 1989 portant Statut particulier de la ville de Conakry ;
Vu l'ordonnance n° 0032/PRG/SGG/89 du 5 janvier 1989 portant organisation des Communes en République de Guinée ;
Vu l'ordonnance n° 004/PRG/SGG/89 du 5 janvier 1989 portant délimitation de la ville et des Communes de Conakry ;

Décrète :

Article 1 : Les Quartiers des Communes de la ville de Conakry conservent les mêmes appellations et les mêmes limites que ceux des anciennes Préfectures.

Article 2 : Les Quartiers sont répartis entre les 5 Communes de la ville de Conakry ainsi qu'il suit :

I. Commune de la Presqu'île du Kaloum :

1. Sandervalia
2. Manquépas
3. Boulbinet
4. Tumbo
5. Sans-Fil
6. Coronthie
7. Almama
8. Kouléwondy
9. Téminétaye
10. Kassa
11. Fotoba

II. Commune de Dixinn :

1. Cameroun
2. Camayenne
3. Landréah
4. Dixinn-Port
5. Dixinn-Centre I
6. Dixinn-Centre II
7. Dixinn-Mosquée
8. Dixinn-Gare
9. Dixinn-Gare-Rail
10. Minière
11. Hafia I
12. Hafia II
13. Hafia-Mosquée
14. Hafia-Minière
15. Belle-Vue Ecole
16. Belle-Vue Marché
17. Kénien

III. Commune de Ratoma :

1. Hamdallaye
2. Taouya
3. Ratoma
4. Kipé
5. Kaporo
6. Nongo
7. Lambanyi
8. Kobaya
9. Yattaya
10. Sonfonia
11. Kourawi
12. Koloma
13. Simbaya Centre

IV. Commune de Matam :

1. Lanséboundj
2. Domino
3. Coléah
4. Coléah-Centre
5. Imprimerie
6. Mafanco
7. Mafanco-Centre
8. Madina-Cité
9. Madina-Centre

10. Madina-Marché
11. Madina-Mosquée
12. Boussoura
13. Touguiwondy
14. Madina-Ecole
15. Matam-Lido
16. Matam
17. Bonfi
18. Bonfi-Marché

V. Commune de Matoto :

1. Dabondi I
2. Dabondi II
3. Dabondi III
4. Hermakonon
5. Carrière
6. Gbessia-Port
7. Gbessia-Centre
8. Gbessia-Cité I
9. Gbessia-Cité II
10. Dar-E-Salam
11. Cité de l'Air
12. Tanène
13. Yimbaya
14. Simbaya
15. Matoto
16. Sangoyah
17. Dabompa

Article 3 : Le Ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat, le Secrétaire d'Etat à la décentralisation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Article 4 : Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Article 5 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/067 du 18 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République,
Sur Proposition du Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat,

Décrète :

Article 1 : Il est accordé à Madame Saran BAYO, demeurant 1 Rue Virgil Grisson, bâtiment 10, appartement n° 2, 93200 Saint-Denis, France, l'autorisation d'occuper le terrain formant parcelle n° 2 du lot 115 du plan cadastral de Kankan, d'une contenance de 1.517,10 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressée s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°/ le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 FG ;
- 2°/ le nettoyage et la clôture de la parcelle, 6 mois après la signature du présent décret ;
- 3°/ l'implantation du bâtiment, dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à 3 ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/074 du 21 février 1991 nommant les membres du Conseil Transitoire de Redressement National (C.T.R.N.)

Le Président de la République ;

- Vu la loi Fondamentale promulguée par le Décret n° 250/PRG/SGG/90, du 31 décembre 1990 ;
- Vu l'Ordonnance n° 91/008/PRG/SGG du 14 janvier 1991, portant composition, organisation, règles de fonctionnement et compétence du Conseil Transitoire de Redressement National ;
- Vu l'Ordonnance n° 91/009/PRG/SGG du 16 janvier 1991, fixant les attributions des Commissions du Conseil de Redressement Transitoire National ;

Décrète :

Article 1 : Sont nommés Membres du Conseil Transitoire de Redressement National, les Hauts Cadres dont les noms suivent :

1. Colonel Sory DOUMBOUYA, précédemment Ministre résident de la Moyenne Guinée.
2. Lt. - Colonel Babacar N'Diaye, Ministre Secrétaire permanent du C.M.R.N.
3. Lt. - Colonel Jean Koli Pe LAMA, précédemment Ministre de l'Education nationale.
4. Commandant Mamadou BALDET, précédemment Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.
5. Monsieur Mohamed Lamine TOURE, précédemment Conseiller Juridique à la Présidence.
6. Monsieur Lamine SIDIME, Avocat.
7. Monsieur Modi Sory BARRY, Directeur de la Société SODEP.
8. Capitaine Kaba SIDIBE, Commandant Brigade Gendarmerie Aéroport Conakry.
9. Monsieur Faustin HABA, Directeur Général Adjoint des Services de police.
10. Monsieur Alhassane BALDE, Conseiller du Ministre Secrétaire Général à la Présidence de la République.
11. Capitaine BARRY Alpha Oumar, Aviation militaire.
12. Commandant Fodé Komoya CAMARA, Armée de terre.
13. Capitaine Mamadou Cellou DIALLO, Marine Nationale.
14. Monsieur Alphonse ABOLY, Comité de suivi Présidence de la République.
15. Capitaine Pepe GBANAMOU, Gendarmerie Nationale.
16. Monsieur Lamine BOLIVOGUI, précédemment Ministre des Postes et Télécommunications.
17. Commandant Mangatta BANGOURA, Directeur de Cabinet.
18. Monsieur DIALLO Boubacar Lombona, Douanes.
19. Monsieur Kabiné KOMARA, Plan et Coopération.
20. Commandant Amara BANGOURA, Douanes.
21. Monsieur DIALLO Cellou, Secrétaire Général MARA
22. Monsieur BEAVOGUI Siafa, Ministère Plan et Coopération.
23. Docteur Alecaut BANGOURA,
24. Monsieur Fassou LOUA, Retraité.
25. Madame GUILAO, Née Joséphine LENO, CNTG.
26. Monsieur Mistaoul BARRY, Chef de Cabinet Ministère de l'Urbanisme.
27. Monsieur Sékou KONATE, Recteur Université KANKAN.
28. Madame Yvonne CONDE, Ministère de la Santé.
29. Monsieur Lamine CAMARA, Ministère de l'Education Nationale.
30. Monsieur Emile TOMPAPA, Retraité.
31. Monsieur Saïkou BALDE, Comité de Suivi Présidence de la République.
32. Monsieur Aly SAMPIL, Ministère des Travaux Publics.
33. Madame Makale CAMARA, Ministère des Affaires Sociales.
34. Commandant Sinkou KEITA, B S C CAMP Alpha Yaya.
35. Monsieur Eugène CAMARA, Industrie.
36. Monsieur Kaman DIANGA, Enseignement Pré-Universitaire.

Article 2 : Le présent décret qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 février 1991
Général Lansana CONTE

Décret D/091/075 du 21 février 1991 nommant les membres du Gouvernement,

Le Président de la République,

Vu la loi Fondamentale promulguée par le Décret n° 250/PRG/SGG/90, du 31 Décembre 1990 ;

Décète :

Article 1 : Pour compter du 21 février 1991, le Gouvernement est constitué ainsi qu'il suit :

1. Ministre résident pour la Guinée maritime, Lt. Colonel Abou CAMARA
2. Ministre résident pour la Haute Guinée, Commandant Kissi CAMARA, Précédemment Directeur National des Services de Police.
3. Ministre résident pour la Moyenne Guinée, Lt. Colonel Henri TOFANI
4. Ministre résident pour la Guinée Forestière, Commandant Ibrahima Sory DIALLO
5. Ministre des Affaires Etrangères, Commandant Jean TRAORE.
6. Ministre à la Présidence de la République, Chargé de la Défense Nationale Commandant Abdourahmane DIALLO.
7. Ministre Secrétaire Général à la Présidence de la République Monsieur René Alsény GOMEZ.
8. Ministre à la Présidence de la République, Chargé de l'Information, de la Culture et du Tourisme Monsieur Hervé Vincent BANGOURA.
9. Ministre à la Présidence de la République, Chargé du Contrôle Economique et Financier, Commandant Henri FOULAH.
10. Ministre du Plan et de la Coopération Internationale, Monsieur Ibrahima SYLLA.
11. Ministre de l'Economie et des Finances, Monsieur Edouard BENJAMI.
12. Ministre de la Réforme Administrative et de la Fonction Publique, Monsieur Mamouna BANGOURA.
13. Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Monsieur Alhassane CONDE. Précédemment Secrétaire d'Etat à la Décentralisation.
14. Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales, Monsieur Koly Aboubacar KOUROUMA, Précédemment Inspecteur Général de l'Agriculture.
15. Ministre des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Commandant Mohamed Lamine TRAORE.
16. Ministre des Postes et Télécommunications, Capitaine Fassou Jean Claude KOUROUMA, précédemment Directeur de Division des Télécommunications.
17. Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, Monsieur Bahna SIDIBE.
18. Ministre de la Santé Publique et de la Population, Docteur Madigbè FOFANA.
19. Ministre des Transports et des Travaux Publics, Commandant Ibrahima DIALLO, Précédemment Commandant de Génie Route.
20. Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, Monsieur Ousmane SYLLA.
21. Ministre de l'Education Nationale, Chargé de l'Enseignement Supérieur et de la recherche Scientifique, Monsieur Mamadi DIAWARA, Précédemment Secrétaire Général du Gouvernement.
22. Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Commandant Facinet TOURE. Précédemment Ministre des Transports et des Travaux Publics.
23. Ministre des Affaires Sociales et de l'Emploi, Monsieur Bassirou BARRY, Précédemment Ministre de la Justice.
24. Ministre de la Jeunesse, des Sports et des Arts, Capitaine Joseph Gbago ZOUANIGUI.
25. Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, Chargé de l'Enseignement Pré-Universitaire, Madame DIALLO, Née Aïcha BAH.
26. Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Information, de la Culture et du Tourisme, Chargé du Tourisme et de l'Hôtellerie, Madame Nantenin CAMARA, Professeur.
27. Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales Chargé de la Pêche, Docteur Mamadou Boye BARRY.
28. Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement, Chargé des Energies, Docteur Toumani Dakoum SAKHO, Précédemment Chef de Cabinet Civil de Monsieur le Président de la République.

29. Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation Chargé de la Décentralisation, Monsieur Ibrahima Sory SOW, Précédemment Préfet de Mamou.

Article 2 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions contraires, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 21 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/091/076 du 25 février 1991 nommant le Secrétaire Général du Gouvernement,

Le Président de la République,

Vu la loi Fondamentale promulguée par le Décret n° 250/PRG/SGG/90, du 31 Décembre 1990 ;

Décète :

Article 1 : Monsieur Ousmane SANOKO, précédemment Secrétaire Général Adjoint du Gouvernement, est nommé Secrétaire Général du Gouvernement en remplacement de Monsieur Mamadi DIAWARA, appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 25 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/091/077 du 28 février 1991 nommant le conseiller personnel de Monsieur le Président de la République.

Le Président de la République,

Vu la loi Fondamentale promulguée par le Décret n° 250/PRG/SGG/90, du 31 Décembre 1990 ;

Décète :

Article 1 : Monsieur Naby YOULA ex-Ambassadeur, est nommé Conseiller personnel de Monsieur le Président de la République.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 28 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/091/079 du 02 mars 1991 portant nomination de hauts fonctionnaires au Ministère du Plan et de la Coopération Internationale.

Le Président de la République,

Vu la loi Fondamentale promulguée par le Décret n° 250/PRG/SGG/90, du 31 Décembre 1990 ;

Décète :

Article 1 : Monsieur Ibrahima Kassory FOFANA, précédemment Directeur National de la Coopération Internationale est nommé Directeur National des Investissements Publics au Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, en remplacement de Monsieur Kabinè KOMARA appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Monsieur Djigui CAMARA, précédemment Conseiller à l'Ambassade de Guinée à Paris est nommé Directeur National de la Coopération Internationale, en remplacement de Monsieur Ibrahima Kassory FOFANA, appelé à d'autres fonctions.

Article 3 : Le présent décret qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 02 mars 1991
Général Lansana CONTE.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

PARAISSANT LE 10 ET LE 25 DE CHAQUE MOIS A CONAKRY

ABONNEMENTS ET ANNONCES

ABONNEMENTS		Les demandes d'Abonnements et Annonces doivent être adressées au SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT B.P. 263 - Conakry (avec la mention Journal Officiel)	PRIX DU NUMERO	
	1 an		Prix du Numéro	1.000 FG
1 - Guinée	25.000 FG	Les Annonces devront parvenir au S.G.G. au plus tard le 1 et le 15 de chaque mois.	Prix du Numéro Double	2.000 FG
2 - Par Avion				
Afrique	50.000 FG	Les abonnements et annonces sont payables d'avance à l'ordre du Secrétariat Général du Gouvernement exclusivement par Chèque ou virement bancaire au compte N° 32-30-98/ J.O.	PRIX DES ANNONCES ET AVIS	
Autres Pays	70.000 FG		La Ligne	3.000 FG
			Chaque annonce répétée : moitié prix	

ORDONNANCES

- X Ordonnance O/91/025 du 11 mars 1991 portant cadre institutionnel des Entreprises publiques. 75
- Ordonnance O/91/026 du 11 mars 1991 sur la formation professionnelle continue et l'apprentissage et modifiant certaines dispositions du Code du travail. 77

DECRETS

- Décret D/91/027 du 14 janvier 1991 accordant des avantages matériels aux membres du Conseil Transitoire de Redressement National. 78
- Décret D/91/051 du 08 février 1991 attribuant une bourse d'études post-universitaires en URSS à un étudiant guinéen. 78
- Décret D/91/068 du 18 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation. 79
- Décret D/91/069 du 18 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation. 79
- Décret D/91/070 du 18 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation. 79
- Décret D/91/071 du 18 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation. 79
- Décret D/91/072 du 18 février 1991 portant attributions et organisation du Centre de Création et de Développement d'Entreprises, CCDE. 79
- Décret D/91/073 du 18 février 1991 portant attributions et organisation du Centre National de Promotion des Investissements Privés, CNPIP. 81
- Décret D/91/078 du 28 février 1991 fixant les indemnités journalières de mission des membres du Gouvernement, des cadres et autres agents de l'Etat hors du territoire national de Résidence. 83
- Décret D/91/080 du 04 mars 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation. 83
- Décret D/91/081 du 05 mars 1991 nommant les membres des Conseils d'administration des Universités Gamal Abdel Nasser de Conakry et Julius Nyeréré de Kankan. 83
- Décret D/91/087 du 11 mars 1991 créant la Commission Nationale de l'Education de Base pour Tous, CNE BAT. 83
- Décret D/91/088 du 11 mars 1991 organisant le Fonds National pour la Qualification Professionnelle, F.N.Q.P. 85
- Décret D/91/089 du 11 mars 1991 relatif au financement de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage. 85
- Décret D/91/090 du 19 mars 1991 révoquant deux hauts Cadres de leurs fonctions au Secrétariat d'Etat au tourisme et à l'hôtellerie. 86

- Décret D/91/091 du 19 mars 1991 nommant le Secrétaire général et l'Inspecteur général du Ministère de l'agriculture et des ressources animales. 86
- Décret D/91/092 du 19 mars 1991 nommant deux hauts fonctionnaires au Secrétariat d'Etat au tourisme et à l'hôtellerie. 86
- Décret D/91/094 du 11 mars 1991 mettant un fonctionnaire du Ministère des postes et télécommunications à la disposition de l'Union Internationale des Télécommunications, UIT. 86

ORDONNANCES

K Ordonnance O/91/025 du 11 mars 1991 portant cadre institutionnel des Entreprises publiques.

Le Président de la République ;

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 en date du 31 décembre 1990 ;
Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
Vu l'ordonnance n° 030/PRG/SGG/88 du 15 juin 1988 portant principes fondamentaux de création, d'organisation et de contrôle des structures des Services publics ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa session ordinaire du 26 décembre 1990 ;

Ordonne :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : La présente ordonnance définit le cadre institutionnel et juridique des Entreprises publiques.

Les Entreprises publiques revêtent la forme :

- soit d'une société anonyme à participation publique
- soit d'un Etablissement public à caractère industriel et commercial.

TITRE II : LA SOCIETE ANONYME A PARTICIPATION PUBLIQUE

Article 2 : Les Entreprises publiques sont, en principe, créées sous forme de sociétés anonymes de type commercial : elles constituent alors des sociétés anonymes à participation publique.

Article 3 : Ces sociétés à participation publique sont régies par le droit commun des sociétés anonymes, sous réserve des dispositions du présent titre.

Article 4 : Les sociétés à participation publique se composent de trois catégories, selon que :

- une ou plusieurs personnes publiques y détiennent la totalité du capital ,
- une ou plusieurs personnes publiques y détiennent au moins la minorité de blocage, au sens du droit des sociétés commerciales,
- une ou plusieurs personnes publiques y détiennent moins de la minorité de blocage.

Chapitre I : Sociétés dans lesquelles une ou plusieurs personnes publiques détiennent la totalité du capital.

Article 5 : Les sociétés dans lesquelles une ou plusieurs personnes publiques détiennent la totalité du capital sont dénommées sociétés publiques.

Article 6 : En application de l'article 3 ci-dessus, les sociétés publiques sont soumises aux dérogations suivantes :

- elles ne comportent pas d'Assemblée générale,
- les Administrateurs et le Président du Conseil d'administration sont désignés et cessent d'exercer leurs fonctions dans les conditions fixées aux articles 19, 20, 21, 22-1 du Titre III ci-après.

Article 7 : Les participations de l'Etat dans les sociétés publiques sont gérées par une Direction spécialisée du Ministère chargé de l'économie et des finances. Cette Direction peut céder tout ou partie de ces participations à des personnes privées dans les conditions fixées par une convention de reprise ou de cession ; une fois cette convention entrée en vigueur, les dérogations prévues à l'article 6 cessent d'être applicables.

Chapitre II : Sociétés dans lesquelles une personne publique détient au moins la minorité de blocage

Article 8 : Les sociétés dans lesquelles une ou plusieurs personnes publiques détiennent au moins la minorité de blocage sont dénommées sociétés mixtes.

Article 9 : Les sociétés mixtes sont soumises à la dérogation suivante : le nombre des Administrateurs désignés par la ou les personnes publiques actionnaires est proportionnel à la part du capital que la ou les personnes publiques détiennent dans la société mixte.

Article 10 : Les dispositions de l'article 7 ci-dessus, concernant la gestion de la participation de l'Etat, sont applicables aux sociétés mixtes.

Chapitre III : Sociétés dans lesquelles l'Etat ne détient pas la minorité de blocage.

Article 11 : Les sociétés dans lesquelles l'Etat ne détient pas la minorité de blocage sont entièrement régies par le droit des sociétés commerciales.

Article 12 : Les dispositions de l'article 7 ci-dessus, concernant la gestion de la participation de l'Etat, sont également applicables à ce type de société.

TITRE III : L'ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Article 13 : Les Entreprises publiques créées sous formes d'Etablissement public à caractère industriel et commercial sont celles qui doivent exercer une mission d'intérêt général ou de service public

Chapitre I : Création de l'Etablissement public à caractère industriel et commercial.

Article 14 : Les Entreprises publiques qui prennent la forme d'Etablissement public à caractère industriel et commercial sont créées par la loi.

Article 15 : La loi créant l'Entreprise publique sous forme d'Etablissement public à caractère industriel et commercial précise :

- sa dénomination,
- son siège social,
- ses missions,
- l'autorité de tutelle,
- sa date de création,
- les modalités de création d'un comité consultatif des usagers.

Article 16 : Les autres éléments constitutifs de l'Etablissement public à caractère industriel et commercial sont déterminés par le décret portant statut de l'Etablissement public.

Chapitre II : Organisation et fonctionnement

Article 17 : Le décret portant statut de l'Etablissement précise les dispositions des articles 18 à 37 ci-après.

Section 1 : Les organes de Direction

Article 18 :

18.1 - L'Etablissement est géré par un Conseil d'administration qui dispose des pouvoirs les plus étendus pour accomplir les missions dévolues à l'Etablissement.

18.2 - Le Conseil d'administration est composé de 7 membres au moins et de 13 membres au plus, représentant les Ministères concernés,

Article 19 : Les membres du Conseil d'administration représentants des Ministères concernés sont désignés par leur Chef de Département pour leur compétence et leur expérience dans le domaine d'activité visé et nommés par arrêté du Ministère de tutelle. L'arrêté nomme également des suppléants, qui remplacent les Administrateurs en cas d'empêchement.

Article 20 :

20.1 - Les membres du Conseil d'administration exercent leur mandat pendant la durée fixée par les statuts. Cependant, ils doivent abandonner leurs fonctions dès lors qu'ils quittent le Département ministériel ou l'organisme qu'ils représentent.

20.2 - Les membres du Conseil d'administration sont considérés comme démissionnaires d'office après trois absences successives sans excuse légitime.

20.3 - L'autorité qui les a désignés fait nommer alors leur remplaçant dans les trois mois qui suivent la cessation des fonctions ou la démission d'office constatée par le Conseil d'administration.

Article 21 : Le mode de fonctionnement du Conseil d'administration est établi par un règlement intérieur qui est approuvé par délibération du Conseil d'administration

Article 22 :

22.1 - Le Président du Conseil d'administration est nommé pour la durée de son mandat d'Administrateur par décret du Président de la République, sur proposition du Conseil d'administration, parmi les membres représentant les Ministères concernés.

22.2 - Le Président préside les séances du Conseil; sa voix est prépondérante ; il assure la représentation de l'Etablissement à l'égard des tiers.

Article 23 : Le Conseil d'administration nomme un Administrateur délégué qui supplée temporairement le Président du Conseil en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 24 :

24.1 - Le Directeur général de l'Etablissement est nommé par le Conseil d'administration, sur proposition du Président du Conseil, pour la durée déterminée par le statut.

24.2 - Il assure la bonne marche de l'Etablissement dans le cadre du statut et dispose des pouvoirs qui lui sont confiés par le Conseil, notamment :

- il embauche et licencie le personnel de l'Etablissement
- il signe les marchés passés au nom de l'Etablissement tant qu'ils ne dépassent pas le seuil fixé par le Conseil d'administration.

24.3 - Il rend compte périodiquement de sa gestion au Conseil d'administration et participe aux séances du Conseil avec voix consultative.

Section 2 : Les ressources et les règles de gestion financière et comptable de l'Etablissement.

Article 25 :

25.1 - L'Etablissement dispose d'une dotation en capital en nature et/ou en numéraire dont le montant et la nature sont fixés par les textes institutifs.

25.2 - En contrepartie des prestations fournies ou des biens vendus, l'Etablissement perçoit sur les usagers du service public ou sur ses clients, le produit des redevances ou des biens vendus dont les tarifs et les prix, négociés le cas échéant dans le cadre du Contrat de programme, sont fixés par le Conseil d'administration.

25.3 - L'Etablissement perçoit les fruits des biens mobiliers ou immobiliers qu'il met à la disposition des tiers, ainsi que les dons et legs qui lui seraient éventuellement consentis.

Article 26 : L'Etablissement engage toutes dépenses d'investissement ou de fonctionnement nécessaires au bon accomplissement de ses missions. Il doit assurer l'entretien et le recouvrement des biens affectés au service public.

Article 27 : L'Etablissement est soumis aux règles de gestion budgétaire et comptable applicables aux sociétés commerciales.

Article 28 : L'Etablissement est soumis au contrôle annuel de Commissaires aux comptes indépendants, nommés par le Conseil d'administration, dont la mission est de certifier la régularité et la sincérité des états financiers.

Les autres contrôles auxquels sont soumises les personnes publiques ne sont pas applicables aux Etablissements publics à caractère industriel et commercial.

Article 29 : L'Etablissement public est soumis aux règles fiscales applicables aux sociétés commerciales, sauf dispositions dérogatoires prévues par la loi.

Section 3 : Patrimoine de l'Etablissement

Article 30 : Outre les dotations en nature visées à l'article 25. 1, l'Etablissement peut être propriétaire de biens mobiliers ou immobiliers nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Article 31 : Le patrimoine de l'Etablissement se compose de biens relevant du domaine public et de biens relevant du domaine privé.

Article 32 : Pour assurer la protection des biens composant son domaine public, l'Etablissement public bénéficie des prérogatives de puissance publique, telles que :

- l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- les pouvoirs de police domaniale,
- les servitudes d'utilité publique,
- les contraventions de voirie.

Section 4 : Personnel

Article 33 : Les relations de l'Etablissement public avec son personnel sont régies par le Code du travail.

Section 5 : Relations de l'Etablissement public avec ses fournisseurs et ses clients.

Article 34 : Les relations entre l'Etablissement public et ses fournisseurs et clients sont régies par les lois et usages du commerce ; le Code des marchés publics n'est pas applicable aux Etablissements publics à caractère industriel et commercial.

Section 6 : Relation de l'Etablissement public avec l'Etat

sous-section 1 : Etendue et modalité des pouvoirs de tutelle

Article 35 : La tutelle de l'Etat est exercée sur l'Etablissement public par le Ministre de tutelle. Celle-ci consiste en la fixation des objectifs à atteindre par l'Etablissement et dans le suivi des décisions prises.

Sous-section 2 : Le Contrat de programme

Article 36 : L'Etablissement public et l'Etat peuvent conclure un Contrat de programme définissant les objectifs et les moyens d'accomplissement de la mission d'intérêt général confiée à l'Etablissement public.

Article 37 : Le Contrat de programme fixe les obligations réciproques de l'Etat et de l'Etablissement public ainsi que les mécanismes financiers permettant d'assurer à l'Etablissement

des compensations pour les contraintes de service public qui lui sont éventuellement imposées.

TITRE IV : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 38 : Les Entreprises publiques, au sens de la présente ordonnance, doivent être mises en conformité avec cette dernière dans un délai d'un an à compter de sa publication.

Article 39 : Toute disposition contraire à la présente ordonnance est abrogée, notamment les articles 87 à 94 de la loi 066/AN/62 relatifs aux sociétés et entreprises d'économie mixte, les articles 21 à 25 de l'ordonnance 030/PRG/SGG/88 du 18 juin 1988.

Article 40 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 mars 1991
Général Lansana CONTE

Ordonnance O/91/026 du 11 mars 1991 sur la formation professionnelle continue et l'apprentissage et modifiant certaines dispositions du Code du travail.

Le Président de la République ;

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 en date du 31 décembre 1990 ;
Vu l'ordonnance n° 030/PRG/SGG/88 du 28 janvier 1988, portant institution du Code du travail de la République de Guinée ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa session ordinaire du 19/02/91 ;

Ordonne :

Article 1 : Les Titres, Chapitres et articles ci-après du Code du travail: Livre I Titre III ; Chapitre I et II, articles 44-45-46-48-49 ; Livre I, Titre II, Chapitre V ; Livre III Titre IV, articles 288-289, sont modifiés et complétés par les dispositions de la présente ordonnance.

Article 2 : Le titre du Chapitre V du Livre I, Titre II du Code du travail est modifié ainsi qu'il suit :

Chapitre V (nouveau) : " L'apprentissage traditionnel dans le secteur de l'économie informelle".

Article 3 : L'article 43 du Code du travail est modifié ainsi qu'il suit :
"Article 43 (nouveau) : Les programmes de formation professionnelle et d'apprentissage mis en oeuvre par les pouvoirs publics sont ouverts aux maîtres d'apprentissage et aux apprentis".

Article 4 : L'intitulé du Titre III du Livre I du Code du travail est modifié ainsi qu'il suit :
" Titre III (nouveau) : Système de formation professionnelle et d'apprentissage".

Article 5 : Le titre du Chapitre I du Titre II, Livre I est modifié ainsi qu'il suit ;
" Chapitre I (nouveau) : Organisation et financement".

Article 6 : L'article 44 du Code du travail est modifié ainsi qu'il suit :
" Article 44 (nouveau) : Les dispositions du présent Titre s'appliquent aux salariés et à toute personne ayant perdu son emploi ou étant à la recherche d'un premier emploi ou d'une formation professionnelle".

Article 7 : L'article 45 du Code du travail est modifié ainsi qu'il suit :
" Article 45 (nouveau) :

a) - Tout employeur, au sens du présent Code, occupant au moins 10 salariés doit contribuer au développement de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage en participant chaque année au financement des actions de formation, de perfectionnement et de reconversion professionnelle.

b) - Cette contribution des employeurs est annuellement versée à un Fonds dénommé Fonds National pour la Qualification Professionnelle, en abrégé F.N.Q.P, placé sous la tutelle du Ministre chargé du travail.

c) - Le taux de cette contribution est fixé à un virgule cinquante pour cent (1,50 %) de la masse salariale, qui se répartit à raison de zéro virgule cinquante pour cent (0,50 %) pour le perfectionnement des

salariés et à raison de un pour cent (1 %) pour l'apprentissage, la qualification et la reconversion professionnelle.

d) - La Loi de finances fixe chaque année le montant de la participation de l'Etat au financement de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage. Cette participation est versée au Fonds National pour la Qualification Professionnelle.

e) - Les modalités de perception et d'emploi de la contribution visée au point (a) du présent article, ainsi que l'organisation, le fonctionnement et les attributions des instances chargées de gérer le Fonds National pour la Qualification Professionnelle sont fixés par décret pris en Conseil des Ministres *.

Article 8 : L'article 46 du Code du travail est modifié ainsi qu'il suit :
" Article 46 (nouveau) : Toute personne physique ou morale de droit privé qui entend exercer l'activité de formation continue doit déclarer son existence, ses objectifs et ses moyens à la Direction de l'Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels, ONFPP. "

Article 9 : Le titre du Chapitre II du Titre III, du Livre I du Code du travail est modifié ainsi qu'il suit : **" Chapitre II (nouveau)** Droits et obligations des salariés et des stagiaires non salariés".

Article 10 : L'article 48 du Code du travail est modifié ainsi qu'il suit :
" Article 48 (nouveau) : Les salariés choisis par la Direction de l'entreprise pour suivre un stage de formation ou de perfectionnement continuent à percevoir, pendant toute la durée du stage, le salaire qu'ils auraient perçu s'ils avaient travaillé normalement. Ils continuent normalement à bénéficier de tous les avantages sociaux liés à leur qualité de travailleurs. La durée du stage est assimilée à une période de travail. Elle est prise en compte dans le calcul de l'ancienneté et du droit aux congés payés. A la fin de la période de formation ou de perfectionnement, le salarié bénéficiaire du stage est tenu de rester au service de son employeur pour une durée au moins équivalente à celle du stage. A défaut, il doit rembourser à l'employeur tous les frais encourus pour sa formation ou son perfectionnement. "

Article 11 : L'article 49 du Code du travail est modifié ainsi qu'il suit : **" Article 49 (nouveau)** : Les actions de formation financées par le Fonds National pour la Qualification Professionnelle sont gratuites pour les personnes non salariées orientées par les services chargés de l'emploi. Ces personnes ne perçoivent aucune rémunération pendant la durée de la formation. Elle bénéficie de la protection sociale prévue par l'article 5 du Code de la Sécurité sociale. Le Ministre chargé du travail détermine par arrêté les programmes de formation professionnelle pour lesquels les stagiaires non salariés perçoivent des indemnités de transport et d'hébergement. "

Article 12 : L'article 288 du Code du travail est modifié ainsi qu'il suit : **" Article 288 (nouveau)** : Une Commission consultative du travail et des lois sociales est instituée auprès du Ministre chargé du travail. Elle a pour mission permanente :

1°) - d'étudier les problèmes concernant le travail, la main-d'oeuvre, la sécurité sociale, l'hygiène et la sécurité dans les entreprises ;

2°) - d'émettre des avis et de formuler des propositions et des résolutions sur la législation et la réglementation en ces matières ;

3°) - d'étudier les éléments pouvant servir de base à la composition du budget type et à la détermination du salaire minimum ;

4°) - d'émettre un avis annuel sur les orientations prioritaires de la politique de formation professionnelle et d'apprentissage à mettre en oeuvre par le "Fonds National pour la Qualification Professionnelle".

Article 13 : L'article 290 du Code du travail est modifié ainsi qu'il suit : **" Article 290 (nouveau)** : La Commission consultative du travail et des lois sociales est présidée par le Ministre chargé du travail ou son représentant. Elle comprend :

a) cinq représentants des employeurs et cinq représentants des travailleurs des secteurs privé et/ou assimilé au secteur privé, nommés sur proposition des organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs ;

b) un représentant du Ministère chargé de la Fonction publique ;
 c) trois hauts fonctionnaires de l'administration du travail ;
 d) un représentant du Ministère chargé des finances ;
 e) un Magistrat du Ministère de la justice ;
 f) un représentant du Ministère chargé de l'éducation, tous nommés par arrêté du Ministre chargé du travail, sur proposition des autorités compétentes de leurs Départements respectifs.

La Commission peut s'adjoindre, à titre consultatif, des personnalités compétentes en matière économique, agricole, industrielle, commerciale, sanitaire et sociale *.

Article 14 : La présente ordonnance, qui prend effet à compter du 1er janvier 1991 et abroge les dispositions antérieures, sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 mars 1991
 Général Lansana CONTE.

DECRETS

Décret D/91/027 du 14 janvier 1991 accordant des avantages matériels aux membres du Conseil Transitoire de Redressement National.

Le Président de la République ,

Vu la proclamation des résultats du Référendum du 23 décembre 1990 constatant l'adoption du Projet de Loi Fondamentale par le Peuple de Guinée ;
 Vu le décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 promulguant la Loi Fondamentale ;
 Vu les articles 93 et 94 de ladite Loi Fondamentale ;
 Vu l'ordonnance D/91/008 du 14 janvier 1991 portant composition, organisation, règles de fonctionnement et compétence du Conseil Transitoire de Redressement National ;

Décrète :

Article 1 : Il est accordé aux membres du Conseil Transitoire de Redressement National une indemnité forfaitaire mensuelle, une indemnité de session et des avantages en nature.

Article 2 : Ont droit à l'indemnité forfaitaire mensuelle les membres du Conseil Transitoire de Redressement National qui ne sont pas membres du Gouvernement. Cette indemnité ne peut être cumulée avec un salaire public ou privé.

Article 3 : L'indemnité de session est accordée à tous les membres du Conseil Transitoire de Redressement National pour leur participation aux travaux de l'Assemblée plénière.

Article 4 : Il est en outre accordé à chaque membre du Conseil Transitoire de Redressement National :

- un logement de fonction ou une indemnité compensatoire ;
 - un véhicule de fonction.

Article 5 : Le Ministre de l'économie et des finances et le Secrétaire général du Conseil Transitoire de Redressement National sont chargés de l'exécution du présent décret, qui entre en vigueur à la date de sa signature et sera publié au Journal Officiel de la République de Guinée.

Conakry, le 14 janvier 1991
 Général Lansana CONTE.

Décret D/91/051 du 08 février 1991 attribuant une bourse d'études post-universitaires en URSS à un étudiant guinéen.

Le Président de la République,

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études post-universitaires en Union des Républiques Socialistes Soviétiques de 4 ans, est accordée à Monsieur Fadjimba MAGASSOUBA dans la spécialité Agriculture, au titre de l'année universitaire 1990/1991.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du Gouvernement soviétique, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le Gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 08 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/068 du 18 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République ;

Sur proposition du Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Décète :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Elhadj Adama KOUROUMA, Commerçant demeurant au Quartier Kérouané, l'autorisation d'occuper le terrain formant les parcelles n° 2, 3 et 4 du lot 33 du plan cadastral de Kérouané, d'une contenance de 1.890 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°) - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 FG ;
- 2°) - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent décret ;
- 3°) - l'implantation du bâtiment dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à 3 ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/069 du 18 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République ;

Sur proposition du Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Décète :

Article 1 : Il est accordé à la Direction nationale du patrimoine bâti public à la Présidence de la République de Guinée, Conakry, l'autorisation d'occuper les terrains formant les parcelles n° 11 du lot 21 ter, d'une contenance de 5.720 mètres carrés, et n° 10 du lot 21 bis du plan cadastral de Kipé, d'une contenance de 821, 50 mètres carrés.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/070 du 18 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République ;

Sur proposition du Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Décète :

Article 1 : Il est accordé à Madame Fatou N'DIAYE, Commerçante, demeurant au Quartier Gbéssia-Cité de l'Air, Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant les parcelles n° 14, 15, 16, 17 et 18 du lot 31 du plan cadastral de Wassa-Wassa, Conakry 3, d'une contenance de 2.373 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressée s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°) - le paiement à la caisse du Receveur des domaines à Conakry d'une redevance fixe d'un montant de deux cent cinquante mille Francs Guinéens ;
- 2°) - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent décret ;
- 3°) - l'implantation du bâtiment dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à 3 ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/071 du 18 février 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République ;

Sur proposition du Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Décète :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Mamoudou TRAORE, demeurant au quartier Hèrèmakono, Kankan, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 8 du lot 17 du plan cadastral de Bordo, Kankan, d'une contenance de 1.770 mètres carrés.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Cette attribution reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

- 1°) - le paiement à la caisse du Receveur des domaines d'une redevance fixe d'un montant de 50.000 FG ;
- 2°) - le nettoyage et la clôture de la parcelle 6 mois après la signature du présent décret ;
- 3°) - l'implantation du bâtiment dès la première année.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à 3 ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/072 du 18 février 1991 portant attributions et organisation du Centre de Création et de Développement d'Entreprises, CCDE.

Le Président de la République,

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;
 Vu l'ordonnance n° 030/PRG/SGG/88 du 15 juin 1988 portant principes fondamentaux de création, d'organisation et de contrôle des structures des Services publics ;
 Vu l'ordonnance O/91/024 du 18 février 1991 relative aux organismes de promotion des investissements privés.
 Le Conseil des Ministres entendu en sa session extraordinaire du 26 décembre 1990 ;

Décrète :

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1 : Le Centre de Création et de Développement d'Entreprises, en abrégé C.C.D.E, a pour mission l'exécution de la politique générale du Gouvernement en matière de création et de développement des entreprises privées par des promoteurs de nationalité guinéenne.

A cet effet, il est particulièrement chargé :

- d'accueillir, d'informer et d'orienter et de conseiller les promoteurs de nationalité guinéenne ;
- de promouvoir l'esprit d'entreprise auprès des investisseurs nationaux ;
- d'œuvrer à la mise en place de mécanismes ou d'organismes de soutien ou de garantie pour les promoteurs de nationalité guinéenne ;
- de créer, actualiser et diffuser une banque de données sur l'environnement économique, institutionnel et réglementaire ;

Chapitre II : Organisation et fonctionnement

Article 2 : Le C.C.D.E. est géré par un Conseil d'administration et un Directeur général.

Section I : Le Conseil d'administration

Article 3 : Le C.C.D.E. est administré par un Conseil d'administration composé de sept membres comprenant des représentants de l'Etat et du secteur privé. Il est composé d' :

- un représentant du Ministre de tutelle ;
- un représentant du Ministre chargé du plan ;
- un représentant du Ministre chargé des finances ;
- un représentant du Gouverneur de la Banque Centrale ;
- un représentant de l'Association Professionnelles des Banques ;
- un représentant de la Chambre de Commerce ;
- un représentant du patronat des petites et moyennes entreprises / petites et moyennes industries.

Article 4 : Les membres du Conseil d'administration sont nommés par arrêté du Ministre de tutelle, sur proposition des Chefs de Département concernés ou, dans le cas des représentants du secteur privé, sur proposition des institutions ou organisations concernées.

Le Président et le Vice-Président du Conseil d'administration sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres.

Article 5 : La durée du mandat d'Administrateur est de trois ans, renouvelable.

En cas de remplacement d'un Administrateur, le nouvel Administrateur est nommé pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les membres du Conseil d'administration sont considérés démissionnaires d'office après trois absences successives sans excuse légitime.

Le Vice-Président remplace le Président en cas d'empêchement de celui-ci.

Article 6 : Le Directeur général assiste aux séances du Conseil d'administration avec voix consultative.

Le Conseil d'administration peut inviter à ses séances toute personne dont la compétence particulière lui paraît utile.

Article 7 : Le mandat des membres du Conseil d'administration est exercé à titre gratuit. Toutefois, les membres perçoivent une

allocation liée à leur présence effective aux réunions du Conseil, dont le montant est fixé par arrêté du Ministre chargé des finances.

Article 8 : Le Conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour organiser et gérer le Centre.

Il traite notamment des affaires suivantes :

- 1 - élaboration du règlement intérieur,
- 2 - définition du programme d'activités du C.C.D.E,
- 3 - approbation du budget prévisionnel annuel ainsi que, le cas échéant, des budgets rectificatifs en cours d'année,
- 4 - rapport sur la gestion, le bilan et d'autres documents comptables et financiers,
- 5 - fixation des règles et des limites de la délégation qu'il accorde au Directeur du C.C.D.E. pour l'engagement et le paiement des dépenses,
- 6 - rapport annuel d'activités.

Article 9 : Le Conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions au Directeur général du C.C.D.E. Dans ce cas, il notifie par écrit les limites et les conditions de cette délégation. Cette notification doit être faite à chaque renouvellement du Conseil d'administration, à peine de nullité.

Article 10 : Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins deux fois par an.

Il se réunit sur convocation de son Président, qui fixe l'ordre du jour de la séance.

Le Président convoque le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé, à la demande de plus de la moitié des membres en exercice, à la demande du Ministre de tutelle ou à celle du Directeur général.

Le lieu, la date et l'ordre du jour sont portés, au moins quinze jours à l'avance, à la connaissance des membres du Conseil et du Directeur général. Ce délai peut être réduit en cas d'urgence.

Article 11 : Les membres du Conseil d'administration ont le droit de se faire représenter pour une séance déterminée par un autre membre du Conseil, désigné par lettre.

Un Administrateur ne peut recevoir qu'un seul mandat en plus du sien propre.

Article 12 : Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si le nombre des membres présents ou représentés est supérieur à la moitié des membres en exercice.

Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil est à nouveau convoqué, avec le même ordre du jour, dans un délai maximum de quinze jours. Les délibérations sont alors valables quelque soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des membres présents et représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les délibérations font l'objet de procès-verbaux signés par le Président et notifiés aux membres du Conseil d'administration dans les trois semaines qui suivent la séance.

Article 13 : Les membres du Conseil d'administration ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt, occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec le C.C.D.E. pour des marchés de travaux ou des marchés de fournitures ou recevoir aucune rémunération, sous quelque forme que ce soit, de ces entreprises. Ils ne peuvent en aucun cas prêter leur concours à titre onéreux au C.C.D.E.

Section 2 : Le Directeur général

Article 14 : Le Directeur général a sous son autorité :

- une Cellule des micro-projets ;
- un Service administratif et financier ;
- une Section accueil et promotion ;
- une Section assistance et suivi ;
- les représentants du CCDE situés dans les Régions.

Article 15 : Le Directeur est nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de tutelle.

Les fonctions de Directeur général sont incompatibles avec la qualité de membre du Conseil d'administration.

Article 16 : Le Directeur général représente le Centre devant l'administration, toutes entreprises privées ou tout tiers.

A cet effet :

- il impulse, coordonne et contrôle les activités du Centre de Création et de Développement d'Entreprises ;
- il engage et licencie le personnel du Centre ;
- il signe les contrats d'assistance aux promoteurs de nationalité guinéenne et en surveille l'exécution ;
- il est responsable de l'utilisation de toutes les ressources du Centre devant le Conseil d'administration, auquel il rend compte périodiquement ;
- il participe aux séances du Conseil d'administration ;
- il gère les relations extérieures du CCDE.

Article 17 : Le Service administratif et financier est chargé :

- de l'élaboration et du suivi de l'exécution des budgets et de la gestion des ressources du C.C.D.E. ;
- de la gestion du personnel ;
- de la gestion du matériel.

Article 18 : La Cellule des micro-projets est chargée de la mise en oeuvre du programme d'assistance intégrée aux micro-projets. A ce titre, elle :

- assure la prospection des promoteurs et la formulation des projets ;
 - assiste les promoteurs dans l'accomplissement de leurs formalités administratives, bancaires, douanières et notariées ;
 - élabore les études nécessaires pour juger de la validité des projets ;
 - assiste les promoteurs dans l'installation des équipements et la mise en place des outils de gestion ;
 - assure le suivi des micro-projets et aide au recouvrement des crédits accordés aux promoteurs guinéens.
- Cette cellule est placée sous l'autorité d'un coordonnateur, assisté de conseillers.

Article 19 : La Section accueil et promotion est chargée :

- d'accueillir, d'informer et d'orienter les promoteurs ;
- de collecter et diffuser les informations nécessaires à la création et au développement des entreprises privées ;
- de faciliter et de suivre, en liaison avec le CNPIP, le partenariat entre promoteurs guinéens et étrangers ainsi que les relations du Centre avec l'extérieur ;
- d'orienter les promoteurs vers des Bureaux d'études privés, en vue de l'élaboration des études de faisabilité et le contrôle de leur qualité.

Article 20 : En outre, la Section accueil et promotion est chargée :

- de collecter les informations nécessaires à la création et au développement d'entreprises ;
- de créer et de gérer une bibliothèque pour le Centre ;
- de créer un bulletin d'information ;
- de classer et archiver les dossiers de promoteurs.

Article 21 : La Section assistance et suivi est chargée :

- de concevoir des programmes et des méthodes d'assistance aux entreprises ;
- de concevoir, avec l'assistance des Cabinets spécialisés, des méthodes de gestion normalisées au profit des entreprises ;
- d'identifier les moyens humains, techniques et financiers pour le redressement des entreprises en difficulté ;
- d'assister les entreprises pour leur implantation en zone industrielle ;
- d'orienter les entreprises pour le choix de leur technologie, pour leur implantation et pour la maintenance de leurs équipements ;
- de définir une stratégie de formation et de perfectionnement des entrepreneurs et de leur personnel.

La Section assistance et suivi est chargée en outre :

- de créer et actualiser un fichier fournisseurs d'équipements par activité (documentation technique - facture proforma) ;
- d'assister les promoteurs guinéens pour la négociation et le suivi des contrats de services après vente ;
- d'identifier et de promouvoir les fabricants locaux d'équipements et de matériels ;
- d'identifier les besoins en formation des entreprises ;
- d'assister le personnel des entreprises pour leur accès aux institutions de formation en Guinée et à l'étranger ;

Article 22 : Les représentants situés dans les quatre Régions naturelles du pays sont chargés :

- d'accueillir et d'informer les promoteurs de leur ressort ;
- d'identifier et communiquer à la direction générale les besoins de

- promotion et d'assistance de leur zone géographique ;
- de collecter les informations nécessaires à la création et au développement des entreprises ;
- de collaborer avec les O.N.G., les groupements de producteurs, les Collectivités décentralisées ou tout autre projet dans le cadre de la création et le développement de l'entreprise.

Chapitre III : Dispositions financières

Article 23 : Le C.C.D.E., pour son fonctionnement, bénéficie des ressources suivantes :

- les produits des prestations de services qu'il fournit aux promoteurs et investisseurs privés ;
- les produits de ses placements ;
- les avances remboursables provenant d'organismes publics ou privés ;
- les subventions de l'Etat ;
- les dotations du budget d'investissement de l'Etat ;
- les fonds provenant d'aides extérieures.

Toutefois, le CCDE ne peut contracter des emprunts et recevoir des fonds d'aides extérieures qu'après autorisation donnée au Conseil d'administration par le Ministre de tutelle et par le Ministre chargé des finances.

Article 24 : Les charges du C.C.D.E. sont constituées par :

- les dépenses de fonctionnement, incluant les dépenses de personnel et de matériel ;
- les dépenses d'investissements, incluant les dépenses d'équipement.

Article 25 : La gestion financière, budgétaire et comptable du CCDE s'effectue conformément aux règles comptables en vigueur pour les Etablissements publics à caractère administratif.

Chapitre IV : Statut du personnel

Article 26 : Le personnel du C.C.D.E. est régi par les dispositions du Code du travail.

Le Règlement intérieur du Centre détermine les conditions générales de recrutement, d'emploi et de rémunération du personnel.

Chapitre V : Disposition finales

Article 27 : Le présent décret, qui prend effet à compter du 1^{er} janvier 1991, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République de Guinée.

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/073 du 18 février 1991 portant attributions et organisation du Centre National de Promotion des Investissements Privés, CNPIP.

Le Président de la République,

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;
 - Vu l'ordonnance n° 030/PRG/SGG/88 du 15 juin 1988 portant principes fondamentaux de création, d'organisation et de contrôle des structures des Services publics ;
 - Vu l'ordonnance O/91/024 du 18 février 1991 relative aux organismes de promotion des investissements privés.
- Le Conseil des Ministres entendu en sa session extraordinaire du 26 décembre 1990 ;

Décrète :

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1 : Le Centre National de Promotion des Investissements Privés, CNPIP, a pour mission d'exécuter et d'impulser la politique du Gouvernement en matière de promotion des investissements privés étrangers en Guinée.

- A cet effet, il est particulièrement chargé :
- de participer à l'étude des incitations visant à attirer les promoteurs privés étrangers et les informer sur les secteurs et les zones prioritaires retenues par le Gouvernement ;
 - de collecter et diffuser les informations sur les projets dont la

réalisation est souhaitée par le Gouvernement ;

- de valoriser l'image de la Guinée à l'extérieur, par le biais de supports promotionnels et de séminaires ;
- de préparer et d'assurer, en collaboration avec les autres structures de promotion, la participation de la Guinée aux foires, forums, salons spécialisés, etc.
- de manière générale, de susciter et d'entretenir un dialogue continu en tant que médiateur entre le secteur privé étranger et le Gouvernement ;
- d'évaluer le climat des investissements de façon continue et saisir le Gouvernement des difficultés du secteur privé ;
- de collaborer avec les institutions et les Départements ministériels à la clarification et à l'amélioration des textes réglementaires concernant le secteur privé et apprécier leur application ;
- d'accueillir les promoteurs étrangers, les orienter et les assister pour la solution de leurs problèmes ;
- d'identifier les opportunités d'investissements en Guinée et les diffuser ;
- de fournir des conseils aux investisseurs étrangers ;
- d'accueillir et d'organiser le séjour et le programme de travail des Collectivités publiques et privées étrangères ;
- d'identifier, en collaboration avec les autres structures de promotion, des partenaires guinéens pour la réalisation de joint-ventures avec des investisseurs étrangers ;
- d'élaborer et d'éditer des supports de promotion de l'investissement privé en Guinée, tel que Guide de l'investisseur, plaquettes diverses, prospectus, répertoires, annuaires ;
- d'établir une banque de données informatisées sur l'environnement de l'investissement, à laquelle participeront les Départements ministériels, les institutions, les structures de promotions et les entreprises.

Chapitre II : Organisation et fonctionnement

Article 2 : Le Centre National de Promotion des Investissements Privés est dirigé par un organe de décision, le Conseil d'administration, et un organe d'exécution, la Direction générale.

Article 3 : Le Conseil d'administration est chargé de la mise en oeuvre de la politique des investissements privés définie par le Gouvernement et veille au bon fonctionnement du Centre National de Promotion des Investissements Privés.

A ce titre :

- a) - il définit le programme d'activités du CNPIP ;
- b) - il élabore le Règlement intérieur ;
- c) - il approuve le budget prévisionnel annuel ainsi que, le cas échéant, les budgets rectificatifs en cours d'année ;
- d) - il examine le rapport annuel du Directeur général du CNPIP et le transmet, après adoption, aux autorités de tutelle ;
- e) - il approuve les comptes annuels, le rapport sur la gestion, le bilan et autres documents comptables et financiers du CNPIP ;
- f) - il autorise les emprunts et toutes autres garanties ;
- g) - il décide de l'ouverture de Bureaux à l'étranger.

Article 4 : Le Conseil d'administration du CNPIP est composé de sept membres comprenant des représentants de l'Etat et du secteur privé. Ce sont :

- un représentant du Ministre de l'industrie ;
- un représentant du Ministre chargé du plan ;
- un représentant du Ministre chargé des finances ;
- un représentant du Gouverneur de la Banque Centrale ;
- un représentant de l'Association Professionnelles des Banques ;
- un représentant de la Chambre de Commerce ;
- un représentant du patronat des petites et moyennes entreprises / petites et moyennes industries.

Article 5 : Les membres du Conseil d'administration sont nommés par arrêté du Ministre de tutelle, sur proposition des Chefs de Départements concernés ou, dans le cas de ceux représentant le secteur privé, sur proposition des organisations de tutelle.

Le Président et le Vice-Président du Conseil d'administration sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres.

Article 6 : La durée du mandat d'Administrateur est de trois ans, renouvelable.

En cas de remplacement d'un Administrateur, le nouvel Administrateur est nommé pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les membres du Conseil d'administration sont considérés

démissionnaires d'office après trois absences successives sans excuse légitime.

Le Vice-Président remplace le Président en cas d'empêchement de celui-ci.

Article 7 : Le Directeur général assiste aux séances du Conseil d'administration avec voix consultative.

Article 8 : Le Conseil d'administration peut inviter à ses séances toute personne dont la compétence particulière lui paraît utile

Article 9 : Le mandat des membres du Conseil d'administration est exercé à titre gratuit. Toutefois, les membres perçoivent une allocation liée à leur présence effective aux réunions du Conseil, dont le montant est fixé par arrêté du Ministre chargé des finances.

Article 10 : Le Conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions au Directeur général. Dans ce cas, il notifie par écrit les limites et les conditions de cette délégation. Cette notification doit être faite à chaque renouvellement du Conseil d'administration, à peine de nullité.

Article 11 : Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire, et au moins deux fois par an.

Il se réunit sur convocation de son Président, qui fixe l'ordre du jour de la séance.

Le Président convoque le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé, à la demande de plus de la moitié des membres en exercice, à la demande du Ministre de tutelle ou à celle du Directeur général.

Le lieu, la date et l'ordre du jour sont portés, au moins quinze jours à l'avance, à la connaissance des membres du Conseil et du Directeur général. Ce délai peut être réduit en cas d'urgence.

Article 12 : Les membres du Conseil d'administration ont le droit de se faire représenter pour une séance déterminée, par un autre membre du Conseil, désigné par lettre.

Un Administrateur ne peut recevoir qu'un seul mandat en plus du sien propre.

Article 13 : Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si le nombre des membres présents ou représentés est supérieur à la moitié des membres en exercice.

Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil est à nouveau convoqué, avec le même ordre du jour, dans un délai maximum de quinze jours. Les délibérations sont alors valables quelque soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des membres présents et représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les délibérations font l'objet de procès-verbaux signés par le Président et notifiés aux membres du Conseil d'administration dans les trois semaines qui suivent la séance.

Article 14 : Les membres du Conseil d'administration ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt, occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec le CNPIP pour des marchés de travaux ou des marchés de fournitures ou recevoir aucune rémunération, sous quelque forme que ce soit, de ces entreprises. Ils ne peuvent en aucun cas prêter leur concours à titre onéreux au CNPIP.

Section 2 : La Direction générale

Article 15 : Le Centre National de Promotion des Investissements Privés est placé sous l'autorité d'un Directeur général, nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de tutelle.

Les fonctions de Directeur général sont incompatibles avec la qualité de membre du Conseil d'administration.

Article 16 : Le Directeur général est chargé de l'exécution des décisions du Conseil d'administration, à qui il rend compte de sa gestion et du fonctionnement général du CNPIP.

Dans le cadre de ses attributions, il prend toutes initiatives pour les bonne marche des services.

A cet effet :

- il impulse, coordonne et contrôle les activités du Centre National de Promotion des Investissements Privés ;
- il engage et licencie le personnel du Centre ;

- il signe les contrats d'assistance aux promoteurs de nationalité étrangère et en surveille l'exécution ;
- il est responsable de l'utilisation de toutes les ressources du Centre devant le Conseil d'administration, auquel il rend compte périodiquement ;
- il participe aux séances du Conseil d'administration ;
- il gère les relations extérieures du CNPIP.

Article 17 : Le Directeur général a sous son autorité :

- un Service administratif et financier ;
- une Section promotion des investissements ;
- une Section recherche et documentation ;
- une Section des projets.

Article 18 : Le Service administratif et financier est chargé :

- de l'élaboration et du suivi de l'exécution des budgets et de la gestion des ressources du CNPIP ;
- de la gestion du personnel ;
- de la gestion du matériel.

Article 19 : La Section promotion des investissements est chargée :

- de planifier le programme de promotion des investissements privés,
- d'accueillir et d'orienter les investisseurs privés étrangers ainsi que les représentants des collectivités publiques et privées désireuses d'investir en Guinée ;
- de confectionner des supports de promotion (Guide de l'investisseur, plaquette, répertoires, annuaires etc..)
- d'élaborer et d'exécuter les opérations de promotion de la Guinée à l'étranger en vue d'attirer les investisseurs privés ;
- d'accueillir les promoteurs étrangers et les assister dans leurs démarches auprès des administrations ;
- de promouvoir, en liaison avec le CCDE, le partenariat entre promoteurs guinéens et étrangers ;
- d'organiser et de suivre les relations de coopération du CNPIP avec les institutions de promotion, nationales ou étrangères ;

Article 20 : La Section recherche et documentation est chargée :

- de la mise en place et de la gestion de la banque de données informatisées sur l'environnement de l'investissement (régime juridique, régime fiscal, régime douanier etc.) sur l'économie nationale, sur la réglementation des activités ;
- du fonctionnement du Centre de documentation existant, de l'extension et de l'exploitation du fonds documentaire ;

Article 21 : La Section des projets est chargée :

- de réaliser les études de profils et d'opportunités d'investissements à mettre à la disposition de promoteurs privés étrangers,
- d'assurer la promotion des projets d'investissements privés étrangers,
- d'élaborer les statistiques des projets d'investissements privés et tenir le Gouvernement régulièrement informé de l'évolution des différents secteurs.

Chapitre III : Dispositions financières

Article 22 : Le CNPIP, pour son fonctionnement, bénéficie des ressources suivantes :

- le produits des prestations de services qu'il fournit aux promoteurs et investisseurs privés ;
- les produits de ses placements ;
- les avances remboursables provenant d'organismes publics ou privés ;
- les subventions de l'Etat ;
- les dotations du budget d'investissement de l'Etat ;
- les fonds provenant d'aides extérieures ;
- les emprunts ;
- les dons et legs régulièrement acceptés.

Toutefois, le CNPIP ne peut contracter des emprunts et recevoir des fonds d'aides extérieures qu'après autorisation donnée au Conseil d'administration par le Ministre de tutelle et par le Ministre chargé des finances.

Article 23 : Les charges du CNPIP sont constituées par :

- les dépenses de fonctionnement, incluant les dépenses de personnel et de matériel ;
- les dépenses d'investissements, incluant les dépenses d'équipement.

Article 24 : La gestion financière, budgétaire et comptable du CCDE s'effectue conformément aux règles comptables en vigueur pour les Etablissements publics à caractère administratif.

Chapitre IV : Statut du personnel

Article 25 : Le personnel du CNPIP est régi par les dispositions du Code du travail.

Le Règlement intérieur du Centre détermine les conditions générales de recrutement, d'emploi et de rémunération du personnel.

Chapitre V : Disposition finales

Article 27 : Le présent décret, qui prend effet à compter du 1^{er} janvier 1991, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République de Guinée.

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/078 du 28 février 1991 fixant les indemnités journalières de mission des membres du Gouvernement, des cadres et autres agents de l'Etat hors du territoire national de résidence.

Le Président de la République ;

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 en date du 31 décembre 1990 ;
- Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
- Vu le décret n° 126/PRG/SGG/89 du 30 juin portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 166/PRG/SGG/88 du 8 août 1988 fixant les indemnités journalières de mission des membres du Gouvernement et des fonctionnaires de l'Etat hors du territoire national de résidence ;

Décrète :

Article 1 : Les dispositions du décret n° 166/PRG/SGG/88 du 8 août 1988 sont abrogées.

Article 2 : Les indemnités journalières de mission attribuées aux membres du Gouvernement, aux cadres et aux autres agents de l'Etat en mission hors du territoire national sont fixées ainsi qu'il suit :
- membres du Gouvernement : 250 dollars américains ;
- cadres de l'Etat : 140 dollars américains ;
- autres agents de l'Etat : 90 dollars américains.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 28 février 1991
Général Lansana CONTE

Décret D/91/080 du 04 mars 1991 attribuant un terrain urbain à usage d'habitation.

Le Président de la République ;

Sur proposition du Ministre de l'urbanisme et de l'habitat,

Décrète :

Article 1 : Il est accordé à Monsieur Bassirou BARRY, Magistrat résidant à Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 2 du lot 14 bis du plan cadastral de Tangama (Chargeurs), Dalaba, d'une contenance de 1ha 29a.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise partielle ou totale pour cause d'aménagement, d'urbanisme ou de voirie.

Article 3 : Le concessionnaire paiera à la caisse du Receveur des domaines à Conakry, une redevance fixe d'un montant de 50.000 FG.

Article 4 : Le délai maximum de mise en valeur définitive est fixé à 3 ans.

Article 5 : Le non respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de son droit d'usage et le terrain fera ainsi retour au domaine de l'Etat guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 18 février 1991
Général Lansana CONTE

Décret D/91/81 du 05 mars 1991 nommant les membres des Conseils d'administration des Universités Gamal Abdel Nasser de Conakry et Julius Nyérére de Kankan.

Le Président de la République ;

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 en date du 31 décembre 1990 ;
- Vu l'ordonnance n° 061/PRG/SGG/89 du 27 septembre 1989 portant création des Universités Gamal Abdel Nasser de Conakry et Julius Nyérére de Kankan ;
- Vu le décret n° 020/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant structure du Gouvernement de la République, modifié par le décret n° 125/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 ;
- Vu le décret n° 175/PRG/SGG/89 du 27 septembre 1989 portant statuts des Universités de Conakry et de Kankan ;
- Vu le décret D/ 91/075 du 21 février 1991 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1 : Les cadres dont les noms suivent sont nommés membres du Conseil d'administration de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry :

Président : Mr. Sékou Décazi CAMARA, Secrétaire général du Ministère de l'éducation nationale ;

Vice-Président : Dr. Oumar KOUYATE, Chef de la Division du quaternaire, Ministère du plan et de la coopération internationale ;

Membres : Dr. Fodé SOUMAH, Directeur national de la recherche scientifique et technique ;
Dr. Salifou SYLLA, Recteur de l'Université de Conakry ;
Dr. Alphonse Bhoï GUILAVOGUI, Chef de la Division documentation et publication - Direction nationale de l'enseignement supérieur ;
Mr. Sidy TOURE, Directeur général de l'Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnel, Ministère des affaires sociales et de l'emploi ;
Mr. Ansoumane CONDE - Division des Etudes Budgétaires, Ministère de l'économie et des finances ;
Mr. Ousmane CAMARA - Conseiller du Ministre de l'information, de la culture et du tourisme ;
Mr. Mohamed Salifou TOURE, Membre de l'Antenne préfectorale de la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, Conakry III ;
Mr. Samba SOW, Professeur d'économie, Représentant des enseignants - chercheurs de l'Université de Conakry ;
Mr. Boura MILLIMONO - Chef Service environnement, représentant des travailleurs non enseignants ;
Mr. Yamoussa TOURE, 3ème année génie civil, représentant des étudiants.

Article 2 : Les cadres dont les noms suivent sont nommés membres du Conseil d'administration de l'Université Julius Nyérére de Kankan :

Président : El-Hadj Amadou SOW - Secrétaire général du Ministère du plan et de la coopération internationale ;

Vice-Président : Dr. T. Aliou Baniré DIALLO - Directeur national de l'enseignement supérieur ;

Membres : Recteur de l'Université de Kankan ;

Dr. Abdoulaye M'Bemba CAMARA - Chef de la Division échanges et recherche universitaires - Direction nationale de l'enseignement supérieur ;
Dr. Ousmane TRAORE, Chef Division Etude et Programmes - Direction Nationale recherche scientifique et technique ;
Mr. Zézé Gaspard GUILAVOGUI - Inspecteur du travail en poste à Kankan ;
Mr. Mamadou BARRY II - Inspecteur régional des finances - Ministère Résident de la Haute Guinée ;
Mr. Cheick SYLLA, Directeur général de la Radio rurale Kankan - Ministère de l'information, de la culture et du tourisme ;
El-Hadj Mamadi SUIARE, Président de la Chambre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de l'artisanat de Kankan ;
Mr. Ibrahima Kalil CONDE, Chef du Département de physique, représentant des enseignants - chercheurs de l'Université de Kankan ;
Mr. Jean Sagna EDOUARD, représentant des travailleurs non - enseignants de l'Université de Kankan ;
Mr. Lansana CAMARA, étudiant de la 3ème année biologie, représentant des étudiants de l'Université de Kankan.

Article 3 : La durée de mandat des Conseils d'Administration est de quatre ans. Il est mis fin de plein droit au mandat de tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné. En cas de cessation de fonction d'un membre, le mandat de son successeur prend fin en même temps que celui du Conseil d'administration.

Article 4 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 5 mars 1991
Général Lansana CONTE.

Décret D/91/087 du 11 mars 1991 créant la Commission Nationale de l'Education de Base pour Tous, CONEBAT.

Le Président de la République,

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;
- Vu le décret n° 125/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 portant ajustement de la structure du Gouvernement ;
- Vu le décret D/ 91/075/PRG/SGG/ du 21 février 1991 nommant les membres du Gouvernement ;
- Vu l'ordonnance n° 030/PRG/SGG/88 du 15 juin 1988 portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des structures des Services Publics ;

Décète :

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1 : Il est créé la Commission Nationale de l'Education de Base pour Tous, dénommée CONEBAT, placée sous la tutelle du Secrétariat d'Etat à l'enseignement pré-universitaire.

Article 2 : La Commission Nationale de l'Education de Base pour Tous a pour mission de promouvoir, de dynamiser et de coordonner les activités opérationnelles pour l'éducation formelle, non formelle et informelle dans la perspective de l'éducation pour tous.

A cet effet, elle est chargée :

- de procéder à une large campagne de sensibilisation de l'opinion nationale sur l'importance du programme d'éducation de base pour tous ;
- de renforcer les structures relatives aux activités d'éducation formelle, non formelle ou informelle ;
- de préparer un plan d'action et les programmes multisectoriels ;
- de mobiliser toutes les ressources humaines, matérielles et financières pour l'exécution correcte des programmes ;
- de déterminer les modalités d'exécution et les moyens de mise en oeuvre des actions à entreprendre ;
- d'assurer le suivi et l'évaluation des programmes en collaboration avec les différents partenaires.

Chapitre II : Organisation

Article 3 : La Commission Nationale de l'Education de Base pour Tous est présidée par le Secrétaire d'Etat à l'enseignement pré-universitaire et comprend les représentants des Départements et Institutions ci-après :

- Secrétariat d'Etat à l'enseignement pré-universitaire ;
- Ministère chargé du plan et de la coopération internationale ;
- Ministère chargé de l'information et de la culture ;
- Ministère chargé des affaires sociales et de l'emploi ;
- Secrétariat d'Etat à la décentralisation ;
- Commission nationale guinéenne pour l'UNESCO ;
- Bureau national de l'ACCT ;
- Bureau national de l'ISESCO.

Les membres de la Commission Nationale de l'Education de Base pour Tous sont nommés par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'enseignement pré-universitaire, sur proposition des Ministères et Institutions représentés.

Article 4 : La Commission Nationale de l'Education de Base pour Tous comprend un Bureau exécutif qui est chargé :

- d'assurer le secrétariat technique de la Commission Nationale ;
- de veiller à l'application des recommandations et directives de la Commission ;
- de rendre compte à chaque réunion de la Commission Nationale, de l'application et du suivi du programme.

Article 5 : Le Bureau exécutif est composé :

- du Directeur national de l'enseignement élémentaire ;
- du Directeur du Service National d'Alphabétisation ;
- du Chef du Service statistique et planification du Secrétariat d'Etat à l'enseignement pré-universitaire ;
- d'un représentant du Ministère chargé du plan et de la coopération internationale ;
- d'un représentant du Ministère chargé de l'information et de la culture ;
- d'un représentant du Secrétariat d'Etat à la décentralisation.

Article 6 : La Commission préfectorale est le niveau déconcentré de la Commission Nationale de l'Education de Base pour Tous.

La Commission préfectorale de l'éducation de base pour tous est l'instance de concertation, de promotion, de suivi et d'évaluation des activités d'éducation de base pour tous, au niveau de la Préfecture.

Article 7 : La Commission préfectorale de l'éducation de base pour tous est composée :

- d'un Préfet, Président ;
- du Secrétaire général chargé des Collectivités décentralisées ;
- du Directeur préfectoral de l'éducation ;
- d'un représentant des O.N.G.

Chapitre III : Fonctionnement

Article 8 : La Commission Nationale de l'Education de Base pour Tous se réunit en session ordinaire une fois par semestre et en session extraordinaire sur convocation de son Président.

Le Bureau exécutif se réunit une fois par mois en session ordinaire, en session extraordinaire en tant que de besoin.

Au niveau déconcentré, la Commission préfectorale se réunit dans les mêmes conditions que la Commission Nationale et en tant que de besoin, sur convocation de son Président.

La Commission Nationale ou la Commission préfectorale peuvent inviter toute personne ou institution dont la contribution est jugée utile à participer aux réunions.

Article 9 : Le décret n° 299/PRG/SGG/88 du 8 décembre 1988, portant création de la Commission Nationale Guinéenne pour l'Elimination de l'Analphabétisme, est abrogé.

Article 10 : Le Secrétaire d'Etat à l'enseignement pré-universitaire est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 mars 1991
Général Lansana CONTE

Décret D/91/088 du 11 mars 1991 organisant le Fonds National pour la Qualification Professionnelle, F.N.Q.P.

Le Président de la République,

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;
 - Vu l'ordonnance n° 117/PRG/85 du 17 mai 1985 portant organisation et fonctionnement de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ;
 - Vu le décret n° 020/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant structure du Gouvernement, modifié par le décret n° 125/PRG/SGG89 du 30 juin 1989 ;
 - Vu le décret D/91/075 du 21 février 1991 nommant les membres du Gouvernement ;
 - Vu l'ordonnance O/91/026 du 11 mars 1991 relative à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage et modifiant certaines dispositions du Code du travail ;
- Le Conseil des Ministres entendu en sa session ordinaire du 19/02/91 ;

Décète :

Article 1 : Les fonds provenant de la contribution à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage, créée par l'article 45 (nouveau) du Code du travail, sont gérés par le Fonds National pour la Qualification Professionnelle, F.N.Q.P.

Article 2 : Le fonds National pour la Qualification Professionnelle est un Organisme public à but non lucratif dont le statut correspond à celui de l'Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels, O.N.F.P.P.

Article 3 : Le Fonds National pour la Qualification Professionnelle est administré par un Conseil de gestion composé de neuf membres répartis en trois collèges, pouvoirs publics, employeurs et salariés, choisis parmi les membres du Conseil d'administration de l'Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels.

Le collège "pouvoirs publics" est composé de trois représentants désignés respectivement par le Ministre chargé du travail, le Ministre chargé de finances et le Ministre chargé de l'éducation. Le collège "employeurs" est composé de trois représentants désignés par les organisations d'employeurs les plus représentatives.

Le collège "salariés" est composé de trois représentants désignés par les organisations syndicales de travailleurs les plus représentatives.

Les fonctions de membres du Conseil de gestion sont exercées à titre gratuit.

Article 4 : Il est désigné, au sein du Conseil de gestion, un Président choisi parmi les employeurs, pour une durée de deux ans.

Le Président signe les décisions prises par le Conseil.

Article 5 : Un Bureau, composé de trois membres désignés parmi les représentants des trois collèges, prépare les décisions du Conseil de gestion et contrôle leur application.

Article 6 : Le secrétariat technique du Fonds National pour la Qualification Professionnelle est assuré par l'Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels, O.N.F.P.P.

Article 7 : Le présent décret, qui prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1991, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 mars 1991
Général Lansana CONTE

Décret D/91/089 du 11 mars 1991 relatif au financement de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage.

Le Président de la République,

- Vu la Loi Fondamentale promulguée par le décret n° 250/PRG/SGG/90 du 31 décembre 1990 ;
- Vu l'ordonnance n° 117/PRG/85 du 17 mai 1985 portant organisation et fonctionnement de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ;
- Vu le décret n° 020/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant structure du Gouvernement, modifié par le décret n° 125/PRG/SGG89 du 30 juin 1989 ;
- Vu le décret D/91/075/PRG/SGG du 21 février 1991 nommant les membres du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance O/91/026/PRG/SGG/ du 11 mars 1991 relative à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage et modifiant certaines dispositions du Code du travail ; Le Conseil des Ministres entendu en sa session ordinaire du 19/02/91 ;

Décète :

Article 1 : La Caisse Nationale de Sécurité Sociale effectue, pour le compte du Fonds National pour la Qualification Professionnelle, le recouvrement de la contribution visée à l'article 45 nouveau du Code du travail, selon les termes d'une Convention de gestion passée entre la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et l'Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels.

Article 2 : La procédure de recouvrement et les règles du contentieux du recouvrement, définies par les articles 16 à 36 inclus du Code de sécurité sociale, s'appliquent au recouvrement et au contentieux du recouvrement de la contribution à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage.

Article 3 : Les sommes recouvrées par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale au titre de la contribution à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage sont versées sur un compte spécial, ouvert à la Banque Centrale et affecté à l'Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels.

Article 4 : La contribution à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage est répartie en deux sections, A et B :

La section A est affectée à des actions de perfectionnement professionnels. Elle recueille la contribution de zéro virgule cinquante pour cent (0,50 %).

La section B est affectée à des actions de formation initiale, de qualification et de reconversion professionnelle pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi et les demandeurs d'emploi. Elle recueille la contribution de un pour cent (1%), ainsi que la participation de l'Etat au financement de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage.

Article 5 : Tout employeur peut se faire rembourser, dans l'année qui suit chaque versement de la contribution, à condition d'affecter cette somme à des actions de formation prévues par le plan de formation des salariés de l'entreprise.

Les fonds non utilisés à l'expiration du délai d'un an sont virés à la section B du Fonds National pour la Qualification Professionnelle.

Article 6 : Les sommes affectées à la section B financent les programmes prioritaires, annuels ou pluriannuels, arrêtés par le Conseil de gestion du Fonds dans le cadre des orientations arrêtées par le Ministre chargé du travail, après avis de la Commission consultative du travail et des lois sociales ; L'Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels élabore les programmes prioritaires, compte tenu des ressources disponibles et en prenant en compte l'avis des représentants des branches professionnelles consultés à cet effet.

Article 7 : Les ressources de la section B du Fonds National pour la Qualification Professionnelle peuvent financer, dans le cadre des programmes prioritaires, les dépenses suivantes : infrastructures, équipements, fonctionnement, personnel, indemnisation des stagiaires non salariés et des apprentis.

Article 8 : Des décisions, prises par le Conseil de gestion du Fonds National pour la Qualification Professionnelle et approuvées par le Ministre chargé du travail, précisent les dispositions du présent décret.

Article 9 : Le présent décret, qui prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1991, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 mars 1991
Général Lansana CONTE

Décret D/91/090 du 19 mars 1991 revoquant deux Hauts cadres de leurs fonctions au Secrétariat d'Etat au tourisme et à l'hôtellerie.

Le Président de la République,

Décète :

Article 1 : Les fonctionnaires dont les noms suivent sont révoqués de leurs fonctions pour faute lourde :

1°) - Monsieur Ibrahima DIALLO, professeur, Chef de Cabinet au Secrétariat d'Etat au tourisme et à l'hôtellerie ;

2°) - Monsieur Ibrahima Kilé SOW, professeur, Directeur national du tourisme et de l'hôtellerie.

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 19 mars 1991
Général Lansana CONTE

Décret D/91/091 du 19 mars 1991 nommant le Secrétaire général et l'inspecteur général du Ministère de l'agriculture et des ressources animales.

Le Président de la République,

Décète :

Article 1 : Monsieur Aboubacar Domba CISSOKO, Ingénieur du génie rural, précédemment Inspecteur sectoriel du génie rural à l'Inspection générale du Ministère de l'agriculture et des ressources animales, est nommé Secrétaire général dudit Ministère.

Article 2 : Monsieur Elhadj Massa KABA, Ingénieur des eaux et forêts, précédemment Inspecteur sectoriel des eaux et forêts à l'Inspection générale, est nommé Inspecteur général du Ministère de l'agriculture et des Ressources animales.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 19 mars 1991
Général Lansana CONTE

Décret D/91/092 du 19 mars 1991 nommant deux Hauts fonctionnaires au Secrétariat d'Etat au tourisme et à l'Hôtellerie

Le Président de la République,

Décète :

Article 1 : Monsieur Fodé BANGOURA, professeur, précédemment Chef de chaire de géographie à l'Institut Polytechnique Gamal Abdel Nasser de Conakry (IPGANC), est nommé Chef de Cabinet au Secrétariat d'Etat au Tourisme et à l'Hôtellerie.

Article 2 : Monsieur Mohamed SACKO, professeur, précédemment en service à la Direction nationale de la culture, est nommé Directeur national du tourisme et de l'hôtellerie.

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 19 mars 1991
Général Lansana CONTE

Décret D/91/094 du 19 mars 1991 mettant un fonctionnaire du Ministère des postes et télécommunications à la disposition de l'Union Internationale des Télécommunications ;

Le Président de la République,

Décète :

Article 1 : Monsieur Amara SOUMAH, Docteur ès-science techniques (télécommunication), en service à la Direction nationale des télécommunications, est mis à la disposition de l'Union Internationale des Télécommunications (U.I.T.), pour servir à Dakar en qualité d'Expert régional de l'U.I.T en gestion du développement des ressources humaines.

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 19 mars 1991
Général Lansana CONTE